

Libération

CANNES L'Iranien Mohammad Rasoulof, prix spécial du jury :
«La liberté est au-dessus de tout. J'accepte d'en payer le prix»

ET NOTRE ANALYSE DU PALMARÈS, PAGES 22-25



PHOTO LAURA STEVENS, MOODS

ASSURANCE CHÔMAGE Le nouveau coup de bâton de Macron

PAGES 10-11

FIN DE VIE UN DEVOIR DE DIGNITÉ

Les députés examinent à partir de ce lundi le projet de loi attendu sur l'aide à mourir qui perturbe les clivages politiques traditionnels. PAGES 2-4

A Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire), en septembre. PHOTO MARIA MOSCONI, HANS LUCAS

Libération



EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Dignité

Faisons un vœu : puisse le débat qui s'ouvre aujourd'hui à l'Assemblée nationale sur le projet de loi à propos de la fin de vie se dérouler dans une atmosphère digne.

C'est un texte important, attendu depuis longtemps par beaucoup, qui mérite que soient laissées aux vestiaires les postures politiques, malgré la campagne électorale en cours.

À l'heure de la promotion de la culture du clash, de la polémique permanente, de l'injonction au noir ou blanc, au pour ou contre sans place pour la nuance, cela ferait du bien à tout le monde d'avoir dans l'hémicycle un débat non pas édulcoré ou fade, mais solennel et respectueux. Non pas que ce sujet de la fin de vie, de l'aide à mourir, et des modalités permettant à un malade de demander un terme définitif à ses souffrances n'obéissent en rien au clivage gauche-droite ou progressistes-conservateurs. Ces lignes de fracture restent pertinentes, et l'adoption de cette loi, redoutée par certains, sera un progrès incontestable. Mais cette grille de lecture ne peut résumer un débat où, comme rarement, des convictions politiques peuvent être bousculées, percutées, fragilisées, contredites par l'expérience intime, bouleversante, que constitue l'accompagnement d'un ou d'une proche vers la mort. Ces frottements entre des positions idéologiques assumées et des émotions personnelles obligent à une chose : respecter les doutes, les siens, ceux d'autrui, qui peuvent jaloner la prise de décision, tant qu'ils sont honnêtes et ne relèvent pas de la posture. Douter n'empêche en rien de trancher. Se prononcer en faveur de l'aide à mourir n'empêche en rien d'entendre les voix des deux bords qui, de bonne foi, hésitent, voire se prononcent contre. Accepter de douter, sur un sujet comme celui-là, c'est accepter sa propre fragilité devant la mort. C'est aussi la meilleure manière de convaincre les hésitants des deux camps qu'il est temps de franchir le pas. ➤

Assemblée Sur la fin de vie, un débat vital

Les députés étudient à partir de ce lundi le projet de loi attendu par l'opinion et décrié par une partie de la droite. La réécriture en commission de l'un des cinq critères nécessaires à une aide à mourir risque d'être un premier point de tension dans les échanges, qui s'annoncent techniques et minutieux.

Par
NATHALIE RAULIN

Le jour J est arrivé. Ce lundi, les députés commencent à examiner en séance publique le projet de loi sur la fin de vie, porteur de la dépenalisation de l'aide à mourir, promesse de campagne d'Emmanuel Macron attendue de très longue date par l'opinion, mais décriée par une large partie de la droite conservatrice et extrême, aiguillonnée par les représentants des cultes et des soignants de soins palliatifs. Jusqu'au 11 juin, date du vote solennel, les élus vont débattre des conditions et modalités permettant à un malade de demander assistance pour mettre un terme définitif à ses souffrances. Un sujet éthiquement sensible qui augure d'âpres passes d'armes dans l'hémicycle entre adversaires déclarés de cette «rupture anthropologique» et partisans d'un assouplissement des dispositions encadrant l'accès à l'aide à mourir. Le calendrier choisi par l'exécutif n'aide pas : même si chaque groupe parlementaire a accordé la liberté de vote à ses membres, la proximité du scrutin européen favorise les postures. Mi-mai, l'examen du projet de loi par la commission spéciale de l'Assemblée nationale a donné un avant-goût des joutes parlementaires à venir. De l'avis de nombre d'élus de gauche et de la majorité présidentielle, plusieurs dispositions du projet de loi méritent en effet d'être précisées ou assouplies. C'est notamment vrai de la place

des directives anticipées dans le processus de demande d'aide à mourir, de la nécessité pour un patient de réitérer sa volonté de mourir juste avant l'administration du produit létal ou de l'obligation de se l'autoadministrer s'il est physiquement apte à accomplir le geste. Sur tous ces sujets, les tentatives de modifier le projet de loi, balayées en commission, devraient ressurgir en séance publique.

Mais il est un point sur lequel le débat parlementaire va à coup sûr se cristalliser : la réécriture via un amendement PS et adoptée en commission, contre l'avis de sa présidente, la députée Horizon Agnès Firmin Le Bodo, et de la ministre de la Santé, du Travail, et des Solidarités, Catherine Vautrin, de l'un des cinq critères exigés (1) pour être autorisé à formuler une demande d'aide à mourir. La condition de «pronostic vital engagé à court ou moyen terme» a été remplacée par celle d'affection «en stade avancé ou terminal». «Supprimer le court et moyen terme, très clairement, on n'est plus du tout dans la même loi», s'est récriée l'ex-ministre déléguée, à l'origine de la première mouture du projet de loi remis en septembre 2023 au chef de l'État. Indignation de circonstance ? Dans un document consacré aux «mots et formulations de la fin de vie» édité par le ministère de la Santé en 2023 et préfacé par Firmin Le Bodo, alors au gouvernement, l'aide à mourir était définie comme «tout acte ayant pour finalité de provoquer la mort d'une personne, à sa demande, lorsqu'elle est atteinte d'une maladie

grave ou incurable en phase avancée ou terminale». Exactement la formulation retenue in fine par la commission... Las ! Soucieuse de se poser en gardienne de «l'équilibre» du texte, auquel Macron a dit «tenir», la présidente de la commission a martelé son intention de déposer en séance publique un amendement rétablissant la formulation originale du critère, avec laquelle le Premier ministre, Gabriel Attal, dans une interview à la Tribune dimanche, le 26 mai, s'est dit «très à l'aise».

«PROBLÈMES SUR LE TERRAIN»

Dénouant la disparition d'un «verrou essentiel» du texte, les opposants à l'aide à mourir soufflent sur les braises. «Les médias de Boloré sont très forts, grince le député Modem Olivier Falorni, rapporteur général de la commission et militant de longue date de l'aide à mourir. Sur Europe 1 ou CNews, ils ont dit qu'on avait supprimé ce critère de temporalité. C'est totalement faux. On l'a seulement reformulé car il n'était pas opérationnel.»

De fait, difficile de définir exactement le «moyen terme», s'agissant d'une maladie grave. «Cette expression ne peut être entendue que dans le sens employé par la pratique médicale, pour laquelle elle correspond à un horizon temporel qui n'excède pas douze mois» a estimé le Conseil d'État, en recommandant de confier à la Haute Autorité de santé le soin d'«éclairer» la notion en fonction des pathologies en cause. Inquiets, les médecins, conseil national de l'ordre entêté, ont alerté.

En commission, la condition de

Même en cas de maladie incurable, impossible pour eux d'évaluer le temps restant à vivre d'un patient plusieurs mois en amont. «Quand il y a un tel degré d'incertitude, cela ne peut qu'entraîner des problèmes sur le terrain», prévient le Pr Claude Desmuelle, vice-président de l'Association pour la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique et membre de l'Académie nationale de médecine. Je connais suffisamment bien le milieu médical pour savoir que le réflexe sera de temporiser. Si ce critère de «pronostic vital engagé à court ou moyen terme» était rétabli, on peut craindre que même des malades de Charcot, pathologie incurable occasionnant des souffrances réfractaires, et rapidement évolutive, voient leur demande d'aide à mourir occultée voire refusée.

Un comble s'agissant d'une pathologie devenue emblématique de la nécessité de faire évoluer la législation... En réalité, beaucoup de malades dont le calvaire médiatisé a contribué à faire avancer la réflexion collective n'auraient pas satisfait au critère de temporalité. Pas en tout cas Chantal Sébire, atteinte d'un tumeur incurable lui déformant le visage et occasionnant des souffrances «insupportables» selon ses mots, mais dont **Suite page 4**



«pronostic vital engagé à court ou moyen terme» a fait place à celle d'affection «en stade avancé ou terminal». PHOTO F. BROCHIERE

Sur le terrain, des députés se mobilisent pour éclairer le sujet

Les parlementaires de tous bords multiplient les réunions publiques dans leurs circonscriptions pour échanger avec leurs électeurs autour du projet de loi sur la fin de vie.

La salle est bondée. Dans le centre-ville de Lisieux, ce jeudi 23 mai, 300 personnes s'installent sur des chaises, d'autres s'adossent aux murs, tous curieux du débat «sur la fin de vie et l'accompagnement des malades» organisé par le député local, Jérémie Patrier-Leitus. Face à l'assistance, l'élus Horizons formule le vœu de faire «éclore un débat digne et serein où l'émotion et la raison ne s'opposent pas, mais se répondent et se complètent». Il parle pour la première fois de sa mère, atteinte d'un cancer du cerveau, qui a refusé toute aide à mourir. Il l'a accompagnée jusqu'à la fin de sa vie, et exprime sa «seule certitude» : la nécessité de «renforcer» les soins palliatifs. Et admet : «La vérité m'oblige à vous dire ce soir que je conti-

nue de cheminer intérieurement, que ma conviction n'est pas encore faite, que face à cette question, je reste humble et en proie au doute.»

«CETTE LOI OUVRE UNE BOÎTE DE PANDORE»

Le projet de loi prévoyant d'ouvrir au patient un droit à «l'aide à mourir», sous certaines conditions, arrive dans l'hémicycle ce lundi. Quinze jours de débats sont prévus. Le début d'un long parcours législatif prévu pour durer plusieurs mois. Depuis des semaines, députés de tous bords présentent et expliquent le texte, écoutent les interrogations de leurs électeurs en circonscription. «Les gens attendent ce débat, rapporte Agnès Firmin Le Bodo, rapporteure du texte et ancienne ministre de la Santé. Humainement, intellectuellement, l'exercice est intéressant. Il permet de nourrir la réflexion.» Touchant à l'intime, à l'éthique, parfois aux convictions religieuses, le sujet nécessite du temps. Et des pincettes. Certains députés, y compris dans la majorité, rechignent à aborder la future loi sur le terrain. «C'est un sujet difficile, que certains

pensent clivant», remarque Agnès Firmin Le Bodo.

Dans le Calvados, les clivages sont là, criants, teintés de catholicisme. Dans le fond de la salle, alors que le micro circule de mains en mains, un vieux monsieur se lève : «Comment se fait-il qu'on ait si peu développé les soins palliatifs pour qu'on se dise, aujourd'hui, que ça coûte moins cher de donner un coup de seringue ? Je suis scandalisé.» Avant lui, un chef d'entreprise, la cinquantaine, exprime la même réserve : «Le suicide est un acte immoral. Et cette loi ouvre une boîte de Pandore.» L'échange est nourri. Certains soufflent, lèvent les yeux au ciel. D'autres applaudissent. Un docteur, au premier rang, parle du serment d'Hippocrate et se dit «fermement opposé à la loi» : «Le risque de dérive existe.» Un gynécologue dresse le parallèle avec l'avortement. «Nombreux sont les partis à vouloir remettre en question la clause de conscience...», dit-il. Une soignante en Ehpad témoigne à son tour : «Je vois des gens qui pleurent parce qu'ils ne veulent plus vivre. Il n'y a plus que leurs yeux qui parlent. Qu'est-ce qu'on fait ? On pleure avec eux.» D'une voix calme, Charline

Pouillet parle, elle, de son père, atteint de la maladie de Huntington. Elle s'interroge sur la notion de «court et moyen terme» du pronostic vital engagé, prévue dans la loi et permettant au patient de demander un suicide assisté. La jeune femme demande : «C'est une notion générique ? Liée à la maladie ? Au patient lui-même ?»

Sur l'estrade, Agnès Firmin Le Bodo tente de rassurer. «Cette loi n'est pas faite pour les personnes âgées, mais pour les personnes malades. Notre promesse républicaine, c'est d'accompagner les personnes les plus vulnérables.» Chaque détail du texte est décortiqué : la clause de conscience pour les médecins, le développement prévu des soins palliatifs, les verrous dans l'accès à l'aide à mourir... La députée de Seine-Maritime craint-elle des dérives ? «Je ne vais pas vous dire que dans cinquante ans la loi ne bougera pas, répond-elle. Tant que je serai députée, je souhaite que la loi reste avec les garde-fous que nous allons voter.» Dans la salle, des gens prennent des notes sur de petits carnets.

Chapelet autour du cou, Monseigneur Habert, évêque de Bayeux invité par le député, craint lui un «risque de rupture anthropologique» : «Quand on infecte une sédation profonde, la première intention est de soulager. Quand on administre une substance létale, l'intention est de donner la mort. Se donner la mort pourrait devenir quelque chose d'ordinaire.» Assis à ses côtés, le docteur Sep Hieng, chef de l'unité mobile de soins palliatifs à Lisieux, donne son point de vue : «Notre regard n'est pas de dire comment doit se passer la fin de vie des gens. Mais de ramener de l'éthique sur des situations singulières.»

«SI JE SUIS UN LÉGUME DEMAIN...»

«C'est à vous.» La veille, dans une salle municipale de Palaiseau (Essonne), Jérôme Guedj passait lui aussi le micro à son public. Une cinquantaine de personnes – surtout des retraités – assistent à son «atelier législatif», auquel ont été conviées Anne Vivien, ancienne médecin anesthésiste à l'AP-HP, vice-présidente de l'Association pour le droit à mourir dans la dignité (ADMD), et Françoise Ellien, psychologue clinicienne qui dirige une équipe mobile de soins palliatifs dans le département. Au second rang, un vieux monsieur confie ses craintes : «Si je suis un légume demain, il va falloir que mes enfants, mes petits-enfants viennent me voir... Je pense à leurs souffrances.» Autour de lui, chacun chuchote avec son voisin, raconte une expérience personnelle. A quelques sièges, une dame, retraitée : «Mais pourquoi ne voulez-vous pas aller au-delà ? Je voudrais qu'on m'aide avec une substance létale à mourir. On a le droit, quand on a toute sa conscience, d'être aidé le jour où on le décide.»

En Isère, Yannick Neuder a choisi, lui, de discuter avec ses électeurs autour du documentaire *Vivants*, de Victor Grange, une immersion dans une unité de soins palliatifs d'un petit hôpital des Yvelines. Après chaque projection, dans les villages de sa circonscription, le député Les Républicains répond aux interrogations. «Expliquer, ça suscite des réactions, relate l' élu, cardiologue à Grenoble. Qui a le droit à l'aide à mourir, qui fait le geste... Il y a beaucoup de questions sur le tiers. Faut-il l'autoriser ou pas ?» Tous, députés de la majorité comme de l'opposition, de droite ou de gauche, sont confrontés aux mêmes interpellations. Certains voient dans l'exercice une illustration de leur rôle de «courroie de transmissions», dit Yannick Neuder, un travail de pédagogie. D'autres continuent de cogiter, d'agréer les points de vue. Et assurent qu'ils le feront jusqu'au dernier moment, quand il faudra appuyer sur le bouton du vote.

VICTOR BOITEAU

Suite de la page 2 le pronostic vital était incertain : en 2008, après que le tribunal administratif a refusé sa demande d'euthanasie, elle s'était suicidée. Ni Alain Coq, atteint d'une maladie incurable évolutive lourdement invalidante, qui, en 2021, a choisi le suicide assisté en Suisse après avoir supplié en vain l'exécutif de lui accorder le droit de mourir « dignement » ; ni même Paulette Guinchard-Kunzler, ancienne députée et secrétaire d'Etat aux personnes âgées, atteinte d'une maladie génétique incurable dégénérative, également partie mourir en Suisse la même

année. Mais le critère du « moyen terme » est « discriminant » à un autre égard, pointe la neurologue Valérie Mesnage : « Dans le cas de maladies neurodégénératives incurables, si on attend que le pronostic vital des patients ne soit plus que de quelques mois pour leur donner la possibilité de demander l'aide à mourir, ils ne seront plus en capacité de le faire : leur discernement et/ou leur capacité d'expression seront trop altérés pour pouvoir redonner leur volonté », se récrie la clinicienne membre du collectif Accompagnement soignants solidaires. Le retour de cette exigence de

moyen terme conduirait à réduire le bénéfice de la loi essentiellement aux malades atteints de cancer...

«PRONOSTIC TRÈS DIFFICILE À ÉTABLIR»

Pour le député Olivier Falorni, il convenait donc d'adopter une condition plus opérationnelle. « Aucun pays européen ayant légiféré sur l'aide à mourir n'a retenu cette notion de "moyen terme", insiste-t-il. Parler de maladie en "phase avancée ou terminale" permet de se référer à un diagnostic clinique, pas à un pronostic sur la durée de vie, très difficile à établir. C'est un prérequis

pour que la loi soit effective et respecte l'égalité entre les malades. » Par soucis d'aboutir, le député Modem réfléchit néanmoins au moyen d'apaiser les députés perturbés par la modification du critère. « En réalité, le terme "maladie incurable" renvoie implicitement au pronostic vital car c'est sa définition même ! soupire le député Modem. Mais si cela peut rassurer, on pourrait voter en séance un amendement associant pronostic vital à maladie grave et incurable. C'est redondant, cela revient un peu à dire que "Teau ça mouille", mais parfois il n'est pas inutile de rappeler des évidences. »

(1) Être majeur, résider en France ou être de nationalité française, être atteint d'une maladie incurable avec un pronostic engagé à court ou moyen terme, être capable d'exprimer ses dernières volontés avec discernement, souffrir de douleurs insupportables ou réfractaires au traitement

LIBÉ.FR

Débat. Très minoritaires, les opposants de gauche veulent faire valoir des arguments « de gauche » contre le projet de loi.



Aurélien Pradié, le 27 mars à Toulouse. PHOTO MARTIN BERTRAND, HANS LUCAS

«Mon cheminement me pousse à voter le texte»

Le député LR du Lot Aurélien Pradié, favorable au projet de loi, exige des garde-fous et appelle à se détacher dans les débats de son vécu personnel.

A contre-courant. Député LR du Lot depuis 2017, membre de la commission des lois, Aurélien Pradié se dit favorable, dans un entretien à *Libération*, au projet de loi ouvrant au patient un droit à mourir. Une voix singulière à droite, où l'évolution législative sur la fin de vie est décriée. L'élu de Cahors exprime ses doutes avant le débat en séance publique et ses exigences quant à l'équilibre du texte.

Quel regard portez-vous sur le projet de loi ?

Je ne suis pas dupe de la manœuvre tactique qui se

cache derrière le calendrier de ce texte [prévu pour quinze jours à l'Assemblée, l'examen téléscopé des élections européennes, ndr], mais l'attitude dans le pays est trop grande pour être ignorée. Dans ce débat il y a un ennemi à combattre : les certitudes et les intéllectualismes. Autant chez ceux voulant absolument avancer sur ce sujet, parfois aveuglément, que chez ceux refusant catégoriquement de l'aborder, quitte à le caricaturer. Douter est une vertu démocratique à retrouver. Or s'il y a bien un sujet qui nécessite d'être accompagné d'un doute, c'est celui de la fin de vie. Pour l'heure, mon cheminement me porte à voter le texte. Laisser le moindre de nos concitoyens, même s'ils sont peu nombreux, dans une forme de détresse abyssale face à la mort et la souffrance absolue serait une lâcheté que je refuse. Mais il y a des conditions non négocia-

bles. On ne doit pas ouvrir des voies risquant de faire basculer une civilisation de la vie à la mort. Ce texte ne pourra être voté que si chacun trouve des garanties fondamentales. Je mets en garde le gouvernement : passer en force serait une faute morale et politique inpardonnable. Parmi les critères prévus par le texte, il y a la nécessité que la maladie engage le pronostic vital du patient « à court ou à moyen terme ». Un point supprimé par les députés en commission...

Chaque détail de cette loi va relever d'une importance de vie ou de mort. Le moindre réglage peut faire basculer ce texte du côté de la mort inconsiderée ou le maintenir du côté de la dignité. L'objectif est d'apporter une réponse lorsque la situation est irréversible et que le patient lui-même a pris sa décision de manière libre et éclairée.

Je tiens absolument à la notion de « pronostic vital engagé à court ou à moyen terme » qui doit demeurer dans le texte de loi. Je comprends et respecte les réserves des médecins dont la vocation est de soigner. Mais refuser d'écouter une fin de vie n'est-ce pas une manière artificielle de maintenir la vie, jusqu'à la lâcheté ?

Parmi vos collègues LR, certains veulent durcir les conditions du discernement du patient, en demandant, par exemple, que l'avis d'un psychiatre soit pris en compte dans la demande de l'aide à mourir...

Cette expression de volonté éclairée et libre est la clé. Je crois qu'un médecin traitant est aussi capable qu'un psychiatre d'évaluer la liberté mentale d'un patient. Multiplier les interventions médicales est une manière hypocrite de rendre les protocoles

inapplicables. L'expression même de la volonté est primordiale. A chaque seconde, jusqu'à la fin, le choix doit être remédiable. La décision de mourir ne se prend que face à la mort.

Êtes-vous favorable à l'intervention d'un proche pour administrer la substance létale ?

Cette question se pose pour un patient qui n'est pas en capacité physique de s'administrer lui-même le produit. C'est des cas assez rares. Je comprends la réticence du corps médical à l'envisager mais je préférerais toujours cette possibilité à celle d'un proche. Il faut éviter qu'une personne ayant eu un lien affectif avec le patient puisse administrer la substance. C'est peut-être contre nos intuitions mais la mort ne doit pas être insérée dans un lien affectif. Au risque d'en faire un remords éternel et un bouleversement humain.

Votre famille politique défend surtout le développement des soins palliatifs. Sont-ils complémentaires de l'aide à mourir ?

La réalité des soins palliatifs dans notre pays est insupportable. Pour autant, l'incurie de l'Etat envers les soins palliatifs ne peut pas être un prétexte pour ne pas traiter la question de la fin de vie.

Que signifie le débat sémantique entre l'aide à mourir, le « suicide assisté », l'euthanasie... ? Ne faut-il pas appeler un chat un chat ?

Notre société a peur de prononcer les mots, parce qu'en réalité, elle tente de négier la mort. Ce débat comporte aussi un risque : installer le sentiment que, dans nos existences humaines, nous pouvons tout maîtriser. Nos existences humaines sont faites de fatalité, d'imprévu, de drame. Cette surpuissance que nous sommes peut-être en train d'installer, celle d'un consommateur qui voudrait tout sécuriser, jusqu'à sa propre mort, est un danger et une faute. Je refuse que la mort puisse être consommée, comme tout le reste ou pres-

que l'est déjà. Il est un autre mot qu'on ne prononce plus non plus, c'est celui d'agonie. L'honneur d'une civilisation est de ne jamais négliger la vie mais c'est aussi ne pas détourner le regard face à l'agonie. Une société aussi évoluée moralement et scientifiquement que la nôtre ne peut pas cacher artificiellement la souffrance en l'appellant autrement. La sédation profonde, par exemple, est à mes yeux une agonie moderne qui n'ose pas dire son nom ! N'est-ce pas une manière hypocrite de refuser de balayer dignement une fin de vie ?

Le vécu personnel des députés entre en compte dans ce texte, comme l'ont montré les débats en commission. Un parlementaire doit-il s'en nourrir ou au contraire s'en détacher ?

Je respecte ces vécus. Mais leur expression publique m'a toujours dérangé. Ne fonder sa position politique que sur son expérience, ou ses orientations religieuses, est une forme de réduction de la pensée personnelle. En 1974, Simone Veil a passé des heures à l'Assemblée à défendre un texte majeur [la dépénalisation de l'avortement], à être attaquée comme peu l'avait été avant elle, sans jamais revendiquer son terrible vécu. Ne pas céder à cette tentation fait la puissance de la conviction.

Ce sujet peut-il fracturer le groupe LR ?

Non, car la liberté de vote est totale. Le doute accompagne encore nombre d'entre nous. C'est une bonne chose.

Les voix favorables à l'aide à mourir, comme la vôtre, pourront-elles s'exprimer dans votre camp ?

Evidemment. Au sein du groupe LR comme de tous les groupes, chacun s'interroge. Ces interrogations ne font pas la faiblesse, elles font la force d'un tel débat. Face à la vie et à la mort, seule l'humilité compte. Les plus bruyants oublient parfois cette humilité.

Recueilli par
VICTOR BOITEAU

ÉDITOS/

Débat Macron-Le Pen du 20 avril 2022, entre les deux tours de la présidentielle.
PHOTO DENIS ALLARD

Allons au cimetière, c'est mortel!

Par **SABRINA CHAMPENOIS**
Chroniqueuse société

Ce week-end a eu lieu l'édition 2024 du Printemps des cimetières, neuvième du genre. L'événement a été initié en 2016 par Patrimoine Aurlhalpin, association régionale pour la valorisation de tous les patrimoines en Auvergne-Rhône-Alpes, avant de prendre une dimension nationale. Vous avez loupé ça? Pas grave. Il existe plein de bonnes raisons pour aller au cimetière. Bon, la météo compte. Un ciel pleureur, et c'est Baudelaire garanti – celui de *Spleen*, «*Quand la pluie étalant ses immenses traînées / D'une vaste prison imite les barreaux / Et qu'un peuple muet d'infâmes araignées / Vient tendre ses filets au fond de nos cerveaux / [...] Et de longs corbillards, sans tambours ni musique / Défilent lentement dans mon âme / L'Espoir, Vaincu, pleure, et l'Angoisse atroce, despotique / Sur mon crâne incliné plante son drapeau noir.*» Mais hors ondées, loué soit le cimetière. D'aucuns bondiront d'effroi, diront leur phobie des osseuses. Effectivement, la grande marraide n'est pas garantie. Mais on y assiste souvent à des acmé émotionnels poignants, avec mise au jour de configurations (familiales, amicales, amoureuses) révélatrices voire sidérantes, et la cocasserie n'est pas exclue. Et quel moment est plus existentiel que celui où on accompagne un mort? Surtout, on peut aller (on recommande d'aller) au cimetière hors osseuses. Se rendre auprès d'un disparu est facteur de mélancolie, oui. Mais pas seulement. C'est maintenir le lien, ça fait du bien. Le côté «dernière demeure» donne, lui, à réfléchir, «ci-gît» interpelle le visiteur – qui lui, ci-vit, mais qu'en fait-il et qu'en fera-t-il avant d'à son tour franchir l'ultime palier? Visiter un cimetière militaire, en Normandie comme à Arlington (Virginie), avec ces stèles blanches à perte de vue, à de quoi nous mettre *Rappelle-toi Barbara* de Prévert dans les synapses pendant des jours – «*Quelle connerie la guerre.*» L'usage veut que le calme y règne, pour le repos des morts? Par ricochet, il repose les vivants, on n'a personnellement pas encore été affligé par ces sagouins de haut-parlants au cimetière. La déco, fleurs, plaques à messages, photos, est un spectacle tout à tour émouvant, intrigant, surprenant, rigolo («*A Jacques le roi du cochonnet*»). Se retrouver face à la tombe d'Apollinaire ou de Bashung est quelque chose – pour nous, du moins, chacun ses fantômes. Mais les quidams stimulent l'imagination, on aimerait savoir quelles vies ont eues ces étrangers auprès desquels on s'attarde à la faveur d'un détail – pourquoi cette lyre sur la plaque, était-il musicien? Mort à 15 ans, que s'est-il passé? Ce nom de jeune fille, russe... Comment est-elle arrivée en France?

Sans compter l'intérêt architectural et esthétique, de l'ensemble ou de certaines tombes, du minimal à l'ostentatoire, du simple rectangle à l'ode tarabiscotée. Les classements des plus beaux cimetières pullulent et varient. Et ils ont une indéfinissable dimension historique, patrimoniale, celui du Père-Lachaise, dans le XX^e arrondissement de Paris, est le plus visité au monde, avec trois millions de visiteurs annuels, coccinelle. «*Parce qu'il n'y a pas que la mort dans un cimetière*», dit, très justement, le compte Instagram (la vie au cimetière, 90 000 abonnés) de son conservateur, Benoît Gallot. Allons kiffer sur les tombes. ♦



Européennes: l'enjeu n'est pas le duel Macron-Le Pen

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

Le débat Macron-Le Pen n'aura pas lieu. Emmanuel Macron le voulait, Marine Le Pen le refuse avec un argument caché et un argument politique revendiqué. Le caché, le voici: il est à peu près certain que, comme ce fut le cas pour leurs deux précédents duels télévisés en 2017 et 2022, et comme ce fut le cas de façon encore plus éclatante lors du face-à-face Bardella-Attal le 23 mai, les différences de niveau général, de maîtrise de dossiers et de cohérence du propos auraient toutes les chances d'être en défaveur de Marine Le Pen. L'argument politique revendiqué, le voici: comme le dit à juste titre la patronne du Rassemblement national, Emmanuel Macron ne pourrait pas s'impliquer à ce point dans la campagne sans en tirer, d'une façon ou d'une autre (démission ou dissolution), des conséquences politiques. Voilà une position de principe et de gouvernance tout à fait logique. Mais la boîte à outils monarchienne de la Ve République offre tout ce qu'il faut au

Président pour lui permettre de faire fi des bonnes pratiques démocratiques. Le chef de l'Etat peut, s'il le souhaite, ne tirer aucune conséquence d'une éventuelle défaite électorale cuisante aux élections européennes. Emmanuel Macron l'a d'ailleurs dit clairement dans l'interview à la *Tribune* dimanche début mai: «*La conclusion sera donc d'abord européenne*». Mais, alors, le fossé béant qui sépare déjà une grande majorité des Français (si on additionne abstentionnistes et électeurs de partis radicaux ou protestataires) de «l'élite» macronienne et des dits «partis de gouvernement», risque de se creuser encore plus, au plus grand profit du RN. En proposant un tel débat, en favorisant l'idée que le scrutin du 9 juin est, à nouveau, un affrontement entre l'extrême droite et un monde politique présenté comme «raisonnable», en niant la variété des choix qu'offre cette élection au suffrage proportionnel qui n'est nullement destinée à choisir un exécutif, Emmanuel Macron et Gabriel Attal entretiennent l'idée du barrage contre l'extrême droite. Si factuellement,

institutionnellement, cette mécanique du barrage est une réalité s'agissant d'une élection à deux tours conduisant à un inévitable duel, il n'en est rien pour les européennes. Cette fois-ci, on ne «sauve pas la république» en votant pour la liste macroniste. Au contraire: en utilisant ce scrutin particulier, l'électeur de gauche qui sacrifie régulièrement depuis 2002 ses convictions pour «faire barrages» peut casser ce duo infernal macronie-lépenie. Au cours des deux dernières élections présidentielles, les électeurs de gauche ont eu raison de repousser l'extrême droite. Mais il se trouve que leur sacrifice, qu'il ne faut pas pour autant regretter, n'a pas permis de faire reculer le Rassemblement national. Ils ont le terrible sentiment que le barrage est devenu une écluse pour le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella. La moindre des élégances politiques que l'électeur de gauche peut attendre d'un Président élu et réélu grâce à lui, c'est bien que ce même Président ne confisque pas, grâce aux attributs de sa fonction, une campagne européenne nécessaire. ♦

Par
**CHRISTOPHE
BOURDOISEAU**
Correspondant à Berlin

Après la Nouvelle-Calédonie, l'Allemagne. Et ce ne sera pas une partie de plaisir pour Emmanuel Macron alors que les relations franco-allemandes n'ont jamais été aussi moroses. «On ne se demande plus si on a touché le fond, mais si l'on va tomber encore plus bas», résume Christian Mölling, expert des questions de défense au Conseil allemand de politique étrangère, la DGAP.

Au moins, ce ne sera pas le chancelier Olaf Scholz qui l'a reçu dimanche. Pour cette visite d'Etat de trois jours, la première d'un président de la République française depuis vingt-quatre ans, les honneurs lui ont été rendus au château de Bellevue à Berlin, par son homologue, Frank-Walter Steinmeier, un président allemand inconnu hors de ses frontières et sans pouvoir.

A tous les niveaux de la coopération, on attend un signal du «couple» pour rallumer le «moteur». «Les gens qui travaillent d'arrache-pied dans le franco-allemand – et ils sont très nombreux – sont frustrés», constate Frank Baasner, codirecteur du Forum pour l'avenir franco-allemand. Macron a donc trois jours pour tenter de faire oublier une brouille vécue en direct. «Les différends entre Paris et Berlin ont toujours existé. Mais ils n'étaient pas étalés sur la place publique», déplore Frank Baasner. «On dit toujours – prenez les journaux des soixante-quinze dernières années – que les relations franco-allemandes sont à l'arrêt, qu'il y a une crise. La chronique est permanente, mais elles avancent, a défendu le Président français, dimanche après-midi lors d'un échange avec son homologue. Aujourd'hui, on discute, alors il y a des choses où on est d'accord, pas d'accord, mais toujours on construit un chemin ensemble. Et ça, c'est une extraordinaire force, et je crois que c'est ce cheminement qu'il faut valoriser.»

SANDWICH GRAISSEUX

Avant de rencontrer Scholz lundi près de Berlin pour le Conseil des ministres franco-allemand, Macron passera par Dresde pour parler d'Europe à la jeunesse et à Münster pour recevoir le prix international de Westphalie. Deux séquences au cours desquelles il aura l'occasion de produire de belles images. «La relation franco-allemande a toujours été nourrie par des symboles. Cette visite d'Etat est une très bonne occasion», veut croire Claire Demesmay, spécialiste des relations franco-allemandes au centre Marc-Bloch. Macron sera sur ses gardes. Ses hôtes n'ont pas un sens du symbole aussi aigu que Willy Brandt (agenouillement devant le mémorial du ghetto de Varsovie) ou même que Helmut Kohl, qui avait pris la main tendue de Mitterrand à Douaumont. Steinmeier était fin avril en voyage en Turquie, où il a célébré l'amitié germano-turque en emportant avec lui un grand pic à kebab. Un geste

France-Allemagne Face aux frictions, Macron sort la carte de la visite

Le chef de l'Etat a entamé dimanche une visite d'Etat de trois jours outre-Rhin, la première pour un président français depuis vingt-quatre ans. Mais les relations tendues avec le chancelier Olaf Scholz bloquent toute avancée entre les deux pays.

qui a scandalisé les millions d'Allemands issus des Gastarbeiter (immigrés turcs des années 60) qui ont vu leur histoire réduite à un sandwich à emporter.

Macron a également gardé un mauvais souvenir de sa virée avec Scholz sur le port de Hambourg en mars. C'est peu dire que le p'tit pain au poisson (*fischbrötchen*) offert par le chancelier lui est resté en travers de la gorge. La photo de sa grimace en train de mordre ce sandwich graisseux est devenue le symbole de la discorde. Un raté qui a fait s'interroger sur les compétences des conseillers du chancelier en termes de communication... «Ils ne sont pas nombreux et surtout très atlantistes», tente d'expliquer Claire Demesmay pour souligner leur manque d'intérêt pour la France.

Soutien à l'Ukraine, dettes de l'Union européenne, réélection d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne, compétitivité, souveraineté, droit de douane sur les voitures chinoises, Mercosur... Les points de friction entre Paris et Berlin sont légion. «Surtout, les questions de fond ne sont pas réglées. Il n'y a toujours pas de vision commune de l'Europe», regrette Frank Baasner.

Quant à l'avenir d'une défense européenne commune, on peut parler de fossé. «Or la coopération dans

l'industrie de l'armement devient plus urgente que jamais dans le contexte de la guerre en Ukraine et le retour éventuel de Trump aux Etats-Unis», prévient Jacob Ross, expert du franco-allemand à la DGAP. «D'un côté comme de l'autre, personne n'est disposé à céder du terrain pour faire avancer les choses», regrette Christian Mölling. Certes, le «char franco-allemand du futur» vient d'être relancé au début de l'année. «Mais c'est un projet très ancien qu'on a ressorti des cartons avec un nouvel emballage, dit cet autre chercheur de la DGAP en déplorant des effets d'annonce. De nombreux projets communs engagés par Macron sous l'ère Merkel ont été abandonnés comme l'avion de patrouille maritime Mavs ou encore la modernisation de l'hélicoptère de combat Tigre MK3 d'Eurocopter.»

«PRISONNIER»

Emmanuel Macron a pourtant fait preuve de bonne volonté pour séduire ses voisins. Il s'est donné la peine, fin janvier, de s'adresser en allemand aux députés du Bundestag. Il devrait s'exprimer lundi dans la langue de Goethe devant l'église Notre-Dame de Dresde, symbole de la destruction de cette ville de Saxe par les bombardements alliés puis de la reconstruction de l'Allemagne. Le Président veut que le chancelier

sorte du bois. Il attend toujours une réponse allemande à son discours de la Sorbonne de 2017. Ni Merkel ni Scholz n'ont donné suite à ses idées sur l'Europe. «Je ressens une grande déception du côté français», constate Jacob Ross.

Le Président doit néanmoins prendre en considération la marge de manœuvre restreinte de Scholz. Le chancelier est à la tête d'une coalition chaotique en fin de parcours, un «ménage à trois» entre sociaux-démocrates, écologistes et libéraux incapables de se mettre d'accord. «Scholz est prisonnier de son gouvernement. Il est sous pression des élections régionales de l'automne où l'extrême droite a le vent en poupe, analyse Jacob Ross. Il doit prendre en compte l'inquiétude de la population sur une extension de la guerre en Ukraine. Sa marge de manœuvre est extrêmement réduite. Macron peut décider seul.»

Certes, on s'attend à quelques décisions lors du Conseil des ministres de mardi. Mais aucun observateur ne croit à un «tournant» dans les relations franco-allemandes. «Or, il nous reste très peu de temps avant les élections électorales, s'alarme Claire Demesmay, qui redoute une visite contre-productive. La coopération franco-allemande a besoin d'aboutir à des avancées. Sinon, elle génère des déceptions.»

Emmanuel Macron était dimanche

Arte rêve d'un seul en chaîne européen

Entre l'adoubement récent d'Emmanuel Macron et un lobbying patient à Bruxelles, la chaîne franco-allemande pourrait voir son rêve de devenir la plateforme audiovisuelle de référence en Europe se concrétiser prochainement.

Le souhait a été explicité le 25 avril, au cours de la deuxième heure du discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron à la Sorbonne : « Transmettre l'esprit européen, c'est permettre de diffuser un imaginaire commun, a déclaré le président de la République. Et je souhaite à ce titre que nous fassions d'Arte la plateforme européenne audiovisuelle de référence. » Si c'est la première fois qu'Emmanuel Macron s'est montré aussi vocal sur ce sujet à propos d'Arte, l'ambition du média franco-allemand de se déployer sur le continent européen n'est pas neuve. « Ce n'est pas juste une idée sur une page, c'est quelque chose qu'on construit patiemment, explique le président de la chaîne, Bruno Patino, à Libération. De mon point de vue, c'est même l'évolution logique d'Arte depuis sa constitution, il y a trente-deux ans. Celui d'un projet franco-allemand qui regarde vers l'Europe. [...] On ne peut que se réjouir et être touché que le Président pousse Arte. » Et de rappeler les statuts de la chaîne qui diffuse depuis 1992, où sont inscrits noirs sur blancs ses objectifs de « favoriser la compréhension et le rapprochement des peuples en Europe ».

Antienne. Emmanuel Macron, lui, avait inscrit l'idée d'un « Netflix européen » dans son programme. C'était en 2017. Depuis, les ambicieuses idées de plateforme réunissant les têtes publiques européennes ont fait long feu. Le sujet est alors devenu une vieille antienne à Bruxelles, sur le bureau du Commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton. Arte, de son côté, s'est patiemment et modestement positionné pour être poussé au moment opportun. Même si la concrétisation de ce « rêve européen », d'après les Echos déjà en 2022, tarde à se présenter ?

Les jours qui viennent sont stratégiques pour la candidature de la chaîne franco-allemande : la visite d'Etat d'Emmanuel Macron outre-Rhin, de dimanche à mardi (lire ci-contre), est l'occasion de réaffirmer le projet européen d'Arte. « On souhaite utiliser ce moment-là pour

donner une impulsion forte, explique Bruno Patino. On est passé par une période prototypique. Aujourd'hui, le prototype fonctionne. Franchissons la dernière étape pour avoir cet outil-là au service des Européens et de la culture européenne. La seule chose qui nous manque, c'est le financement : un financement européen avec un soutien fort de la France et de l'Allemagne. » A côté, le président d'Arte a aussi sensibilisé à la cause plusieurs têtes de liste françaises aux élections européennes, sans préciser lesquelles.

Financements. Il faut dire que le média qui a cumulé 2 milliards de vues en 2023 (sur sa plateforme et sur ses réseaux sociaux), dont le siège est à Strasbourg, pousse ses pions depuis des années pour obtenir des financements de l'UE. Cela s'est pour le moment surtout traduit par une aide, depuis près de dix ans, au sous-titrage de ses programmes dans quatre langues (en anglais, polonais, espagnol et italien) au-delà du français et de l'allemand. De quoi donner six « versions » d'Arte, dans chaque langue, avec 2700 programmes actuellement communs, pour 100 millions de vues au total en 2023. Pour ce qui est de l'éditorial, « ça fait longtemps que du côté de l'offre on a mis en réseau la création européenne », explique Bruno Patino, citant les 2800 coproductions européennes d'Arte ou le festival annuel ArteKino avec ses douze films d'auteur européens accessibles gratuitement en ligne dans 32 pays. Voir les quatre séries politiques actuellement disponibles sur son site, signifiant la richesse de la fiction européenne entre *Borgen* (Danemark), *Esterno Notte* (Italie), *Jeux d'influence* (France) et *Occupied* (Norvège). En 2022, un cinquième de l'audience de sa plateforme était réalisé en dehors de la France et de l'Allemagne.

Enfin, au-delà du lobbying en coulisses, Arte se présente aussi au rendez-vous éditorial de cette période électorale. Avec, ces jours-ci, l'Europe dans l'œil du cyclone, six grands entretiens sur des questions européennes fondamentales réalisés par Nora Hamadi, en partenariat avec la revue *Le Grand Continent*. Des documentaires sur sa plateforme comme *Le Compromis*, dans les coulisses du pouvoir, une immersion au Parlement européen. Sur Twitch, avec *Europartie*, l'union fait la force, deux lives animés par les streamers Jean Massier et Fibre Tigre. Ou enfin par une grande soirée électorale, présentée par Marie Labory, avec un décrochage en direct de Bruxelles, le 9 juin.

ADRIEN FRANQUE



au Festival de la démocratie, à Berlin, avec son homologue, Frank-Walter Steinmeier. PHOTO J. SCHLUETER. AFP



Devant l'église orthodoxe de la Vierge Marie, à Gori mercredi. Le prêtre Todua affirme que les habitants étaient «mieux lotis sous l'URSS».

Géorgie Dans les campagnes, le Kremlin presque en son jardin

Loin des manifestations proeuropéennes contre la loi sur les «influences étrangères» qui secouent Tbilissi depuis plusieurs semaines, dans les campagnes, nombre d'habitants nostalgiques de l'URSS, en proie aux difficultés économiques et imprégnés de propagande, se sentent plus proches de la Russie.

REPORTAGE

Par
PAUL BOYER
Envoyé spécial à Tbilissi et Gori
(Géorgie)
Photos **SADAK SOUCI**

Sur les hauteurs d'Okami, les dernières maisons sont perchées à flanc de montagne. Accroupi dans ses vignes, Vladimir Leto fait partie de l'une des plus anciennes lignées de vignerons de la région. Dans sa cave, il se livre sur les difficultés financières que sa famille traverse. «Cette récente loi [sur les «influences étrangères», ndr] je m'en contrefiche, je me concentre sur mes vignes. Les lois, les politiques, ça me passe au-dessus de la tête.» Okami est un bourg de 1400 habitants situé à quelques dizaines de kilomètres de l'Ossétie du Sud, région séparatiste occupée par les troupes russes depuis la guerre de 2008.

Quelques maisons plus loin, chez Gia Abasi, 62 ans, du lavash – pain géorgien – et du fromage sont minutieusement disposés sur la table. Après un second verre de cognac qu'il confectionne lui-même, il se lance dans une logorrhée sur la loi qui fait trembler le pays depuis des semaines. «J'ai peur que le parti Rêve géorgien [conservateur, actuellement au pouvoir, ndr] gagne les élections législatives en octobre, les Russes pourraient revenir», dit-il,

abattu. La formation majoritaire est dirigée en sous-main par son fondateur, le milliardaire pro-Kremlin Bidzina Ivanichvili, qui a refait surface en décembre, en désignant clairement ses ennemis lors d'un discours aux relents kremlinoïdes : les Occidentaux, la société civile et l'opposition.

«Sentiment nationaliste»

La loi très controversée sur les «influences étrangères», surnommée «loi russe» par ses détracteurs tant elle ressemble à celle adoptée par le Kremlin, stigmatise les ONG et médias dont la part de financement extérieur au pays dépasserait 20 %. Adoptée le 14 mai en troisième lecture, malgré des manifestations de masse à répétition à Tbilissi, la capitale, et les mises en garde des Européens, le texte met à mal le rêve des Géorgiens souhaitant que leur pays intègre l'Union européenne. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a déclaré jeudi soir que les Etats-Unis réexamineraient l'ensemble de leur coopération avec la Géorgie. Washington a également menacé de mettre en place des restrictions de visas de séjour aux Etats-Unis visant les personnes jugées responsables de « saper la démocratie », ainsi que leurs proches.



Une touriste chinoise se prend en photo devant la statue de Staline dans le parc du musée qui lui est dédié à Gori, mercredi.

Mais dans les campagnes, la nostalgie de la période soviétique, les difficultés économiques et la propagande gouvernementale font pencher la population vers Moscou, notamment chez les plus âgés. A l'inverse, les Géorgiens souhaitent s'affranchir du passé soviétique et de l'impérialisme russe soutenant un rapprochement avec l'UE. Au bout d'une heure de discussion, Gia Abasi confesse son angoisse de voir sa commune sous influence russe. «Je ne bois plus de verre avec mes voisins car ils vendraient notre pays pour 50 laris [17 euros], ils sont embrigadés par le Rêve géorgien. Si un jour les soldats russes arrivent, je brûlerai ma maison avant qu'ils ne s'approchent.» Au beau milieu de sa cuisine, l'homme aux cheveux blancs porte les stigmates des années de labeur sur son visage. Ancien paysan, il a passé sa vie à labourer les champs de légumes. A quelques maisons, un de ses voisins, Jimi Beridze, 65 ans, est un fervent partisan du parti du pouvoir. Lorsqu'il visionne les récentes images des manifestants qui déferlent chaque jour dans les rues de Tbilissi, il est pris de colère. «Comment je m'informe? Je regarde la télévision de notre Etat, il y a même des chaînes en langue russe!» lance ce russeophone adossé contre une Lada des années 80. Il est loin d'être le seul à penser ainsi. Il suffit de

discuter avec les ouvriers et paysans des villages pour se rendre compte que l'attrance pour le Kremlin est bien réelle.

«Pommes de terre»

Dans ces zones rurales, la première préoccupation est de se nourrir correctement. Rêve géorgien l'a bien compris. A chaque élection, le parti au pouvoir soudoie l'électorat. «Une partie de la population vote pour cinq kilos de pommes de terre, c'est une réalité», explique Thorniké Gordadze, chercheur à Sciences-Po et ancien ministre en Géorgie pour l'intégration européenne. La propagande gouvernementale est bien ficelée, de nombreuses chaînes de télévision géorgiennes diffusent encore des programmes en russe. «Ils intègrent ces valeurs antioccidentales inconsciemment, sans libre arbitre. Certains associent l'UE à l'effondrement des valeurs chrétiennes et au triomphe des LGBT. Cette propagande développe chez eux un fort sentiment nationaliste», conclut le chercheur.

A 40 kilomètres d'Okami, la ville industrielle de Gori, 50 000 habitants, est profondément marquée par l'empreinte de Staline, qui y est né. Au bout de l'avenue principale, au nom du tyran responsable de la mort de millions de personnes, s'élève un musée à sa gloire. A l'intérieur, des touristes chinois se prennent en selfies devant son portrait. Tableaux à son effigie, objets divers, la boutique de souvenirs regorge de gadgets vantant le triomphe de l'URSS. En août 2008, lors de la guerre russo-géorgienne, Gori a été bombardée et occupée par les forces de Moscou. A l'extérieur du musée, Merab Merabishvili, 64 ans, vante les bienfaits de la politique de Vladimir Poutine. Des étoiles dans les yeux, il admire le wagon de chemin de fer personnel de Staline, exposé non loin. Merab, natif de Gori, affirme qu'il ne critiquera jamais le parti au pouvoir. «Le Rêve géorgien aide les gens comme nous. Je ne peux rien dire de mal à propos d'Ivanichvili [le fondateur du parti au pouvoir]. En revanche, les jeunes qui sortent manifester contre la loi, c'est non, gronde le retraité. Une loi d'in-



fluence russe serait bénéfique. Moi j'étais à Gori pendant la guerre de 2008. Les soldats russes étaient là et ils étaient très gentils, ils nous donnaient même des cigarettes. Ce sont mes frères.» D'autres habitants s'affichent moins ouvertement en faveur du Kremlin, mais demeurent désabusés. Certains sont sortis manifester en 2003 durant la révolution des Roses, série de manifestations pacifiques prooccidentales qui aboutirent à la destitution du président Edoard Chervnadze et à l'avènement de Mikhaïl Saakachvili.

«Ni écoutés ni représentés»

Devant l'église orthodoxe de la Vierge Marie de Gori, construite au XVII^e siècle, des dizaines de fidèles débattent et s'accordent sur les bienfaits du Rêve géorgien. En soutenant le Rêve, le prêtre Todua embrasse ses ouailles sur le front une à une. Dans sa paroisse, il accueille Géorgiens, Arméniens et Russes, sans distinction. Pour lui, les habitants de cette région ont besoin de retrouver plus de confiance envers l'UE. «Mes fidèles ne se sentent ni écoutés, ni représentés par l'UE. Après la guerre de 2008, nous avons perdu espoir en l'Occident. Qui nous a aidés après la guerre? Ces pays de

«[Les habitants] intègrent ces valeurs antioccidentales inconsciemment, sans libre arbitre. Certains associent l'UE à l'effondrement des valeurs chrétiennes et au triomphe des LGBT.»

Thorniké Gordadze
chercheur à Sciences-Po et ancien ministre en Géorgie pour l'intégration européenne

L'UE s'en fiche de nous. Alors oui les gens ne savent pas quel camp choisir», précise-t-il en enfilant sa chasuble, avant une procession. Après avoir tant espéré de l'Occident, nombreux sont ceux qui n'attendent plus rien.

Au fil des discussions, les préoccupations socio-économiques reviennent sur la table. «Les gens sont pauvres, ils ont faim. Économiquement, nous étions mieux lotis sous l'URSS, on avait de l'argent, des maisons neuves. Nous ne voulons pas être esclaves de l'Europe. A quelques rues de l'église, Kolraia Joari, ancien responsable du musée de la ville de Gori, est un survivant. En 2008, il avait tenté de fuir en bus face aux chars russes, mais sans succès. «Notre autocar s'est fait canarder, ils nous ont tiré dessus pendant de longues minutes, huit personnes sont mortes. Il faut comprendre que nous avons juste besoin d'une vie simple, ce qui se passe à Tbilissi ne me concerne pas», grimace-t-il.

Pour tenter d'influencer la communauté internationale sur un supposé soutien de la population à la loi sur les «influences étrangères», des contre-manifestations propouvaient été soigneusement orchestrées par le Rêve géorgien. Les services publics organisent ces déplacements, allant chercher des habitants en car dans les campagnes pour les acheminer à Tbilissi. Peu crédibles, ces rassemblements sont tout de même relayés sur les chaînes de télévision à longueur de journée. «Le Rêve géorgien dispose de ressources financières bien supérieures aux partis d'opposition, et a des moyens pour contraindre une frange importante de la population à le soutenir. Quel rôle joue la Russie dans tout cela? Il faut rester prudent. Ce qui est sûr c'est qu'Ivanichvili reprend une rhétorique poutinienne, et qu'il contribue à s'inscrire dans un camp, celui de la Russie», explicite Silvia Serrano, spécialiste de la Géorgie et professeure à la Sorbonne. De son côté, la présidente géorgienne, Salomé Zourabichvili, proeuropéenne et en conflit avec le Rêve géorgien, a mis son veto sur la loi, mais le parti au pouvoir compte bien passer outre. ➤

Réforme de l'assurance chômage

La pire est à venir

Le Premier ministre, Gabriel Attal, à Antony (Hauts-de-Seine), vendredi. PHOTO GEOFFROY VAN DER HASSELT. AFP

Durcissement des conditions d'ouverture des droits, réduction de la durée d'indemnisation, mise à contribution des seniors... La troisième modification de l'assurance chômage, régime pourtant excédentaire, opérée sous l'ère Macron concernera tout le monde. Elle entrera en vigueur au 1^{er} décembre.

Par
FRANTZ DURUPT

Qui n'a pas découvert dans la Tribune dimanche, à l'heure de beurrer ses tartines, le contenu de la troisième réforme de l'assurance chômage de l'ère Macron ne sait rien des vrais plaisirs que peut offrir un week-end de printemps. Gabriel Attal aura donc attendu l'ultime limite avant la période de réserve imposée par les élections européennes pour enfin «dévoiler» le nouveau coup de bâton qui sera infligé aux privés d'emploi à compter du 1^{er} décembre – quand entrèrent en vigueur les

mesures prévues dans un décret qui sera publié le 1^{er} juillet. Il n'y avait en fait plus grand-chose à révéler, les principaux éléments du projet ayant été énoncés durant la semaine lorsque la ministre du Travail, Catherine Vautrin, recevait patronat et syndicats. Lesquels en sont ressortis convaincus que, parmi tous les changements de règles opérés ces dernières années, celui à venir est peut-être «le pire» (Michel Beaugas, spécialiste chômage chez FO) ou, variante, «le plus violent» (Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT). Gabriel Attal, lui, continue de surfer sur la défense supposée des «Français qui travaillent», opposés

à ceux qui se la couleraient douce en touchant les allos. En déplacement dans l'Essonne dimanche, il a ainsi affirmé que «le système permet dans certains cas de ne pas rechercher un emploi».

«EFFET KISS COOL»

Alors, que va-t-il se passer ? La partie la plus visible de la réforme consistera en un durcissement des conditions d'ouverture des droits. Oui, encore. Souvenons-nous qu'il y a de cela cinq ans, il fallait avoir travaillé quatre mois au cours des vingt-huit derniers pour ouvrir des droits. En 2021, le gouvernement avait relevé à six mois la période

travaillée nécessaire, et rabaisé à vingt-quatre mois la période dite «de référence». Désormais, il faudra donc avoir travaillé huit mois sur les vingt derniers pour ouvrir des droits. Le profil des futures victimes est connu : il s'agira notamment des «primo inscrits» à France Travail, puisqu'on démarre bien souvent sa carrière par un CDD et que ceux de plus de huit mois sont plus rares que ceux de six mois. Mais pas seulement : «Compte tenu du fait que la période d'accès à l'emploi stable ne cesse de s'allonger, cela touchera aussi des personnes qui alternent durablement emploi et chômage. Elles mettront plus longtemps à ouvrir des droits, mais aussi à les recharger», prévoit Claire Vives, sociologue au Centre d'études de l'emploi et du travail. Bref, «les plus touchés sont les plus précaires», c'est-à-dire les abonnés aux CDD et à l'interim qui font tourner des pans entiers de l'économie, et qui ont déjà subi la réforme de 2021, cette dernière ayant par ailleurs fait baisser le montant de leur allocation. Seulement, cette mesure en cache une autre, qui concerne vraiment tout le monde. Le Premier ministre assurait sur BFMTV, le 18 avril, qu'il ne voulait pas tant «faire bouger les

règles pour celui qui a bossé toute sa vie» que s'en prendre aux «situations où on voit qu'il y a un système qui s'est organisé pour des multiplications de petits contrats, des contrats courts, entre lesquels on bénéficie du chômage». Et pourtant, «celui qui a bossé toute sa vie» est également concerné, car ce changement des règles d'ouverture des droits aura des effets sur la durée d'indemnisation. En effet, comme la CFDT l'a relevé dès jeudi (son secrétaire national chargé du chômage, Olivier Guivarch, évoquant un «deuxième effet Kiss Cool»), la réduction de la période de référence de vingt-quatre à vingt mois va mécaniquement plafonner la période de travail pris en compte à vingt mois aussi. Or, puisque la réforme de 2023 a introduit un coefficient réduisant la durée d'indemnisation, un salarié ayant travaillé vingt mois sur vingt, qui aurait donc théoriquement droit à vingt mois d'indemnisation, verra cette durée réduite de 25%. Ce qui correspond, *in fine*, à quinze mois. Le gouvernement pourrait, s'il le voulait, éviter cet effet de bord qui crée de fait un nouveau plafond. Mais il ne le veut pas. D'une formule très macronienne, Gabriel At-



tal l'«assume», en promettant que «dans le même temps, nous renforçons l'accompagnement avec France Travail». Ce qui reste à voir concrètement quand la réforme du RSA sera généralisée, début 2025. Les «seniors» ne sont pas épargnés non plus, avec un relèvement à 57 ans (contre 53 actuellement) de l'âge pour bénéficier d'une indemnisation rallongée (lire ci-contre). Laquelle ne pourra plus durer au-delà de vingt-deux mois et demi, contre vingt-sept mois actuellement.

«MANQUE DE RECUL»

Tout en réduisant la durée d'indemnisation, le gouvernement prétend par ailleurs renforcer le principe de «contracyclécité» introduit par sa réforme de février 2023. Pour rappel, celui-ci prévoit que les règles soient durcies quand la conjoncture est favorable, et assouplies quand elle se dégrade. D'où la réduction de 25 % de la durée d'indemnisation, qui s'applique quand le taux de chômage est inférieur à 9 % (il a légèrement remonté depuis un an, à 7,5 %). Croyant dur comme fer que sa nouvelle réforme sera «de carburant qui nous permettra de créer toujours plus de travail dans notre pays», Gabriel Attal confirme un nouveau coup de rabot si d'aventure le chômage descend jusqu'à 6,5 %. La durée d'indemnisation maximale serait alors de douze mois, un seuil symbolique.

Et les employeurs dans tout ça ? Un petit effort, peut-être ? Comme d'habitude, en ce qui les concerne, c'est tout de suite plus flou. Gabriel Attal souhaite «examiner l'opportunité d'étendre» le bonus-malus instauré en 2021, et qui semble avoir produit quelques effets. A ce jour, les entreprises de plus de onze salariés de sept secteurs d'activité (transports, hébergement et restauration...) sont concernées par ce mécanisme qui fait varier leur taux de cotisation chômage de 3 % à 5,05 % selon leur taux de recours aux CDD, rapporté au taux moyen de leur secteur. Combien seront-elles à l'avenir ? Cela dépendra d'une «concertation» menée par Catherine Vautrin.

Tout ça pour quoi ? Le gouvernement escompte 90 000 emplois supplémentaires. Pour rappel, 3 millions de personnes pointent actuellement à France Travail en catégorie A (sans activité donc). Le Premier ministre répète à qui veut l'entendre que «ce n'est pas une réforme d'économie» mais les impacts financiers, eux, pourraient en revanche se révéler massifs, en générant 3,6 milliards d'euros d'économies dans le régime de l'assurance chômage, pourtant déjà excédentaire. Quant aux réformes précédentes, dont Gabriel Attal assure qu'elles produisent des «effets», Matignon n'était pas en mesure, dimanche, de livrer une estimation du nombre d'emplois qu'elles auraient créés. Et, pour cause, ces données n'existent pas, par «manque de recul». Rien qui décourage le gouvernement dans sa frénésie de réformes, que la CFDT qualifie d'«acharnement».

Les droits des seniors durement frappés

L'âge à partir duquel on peut bénéficier d'une allocation-chômage plus longue va passer à 57 ans, avec une durée plafonnée à vingt-deux mois et demi. En contrepartie, un «bonus» financier est censé compenser la reprise d'un emploi moins bien rémunéré.

Pauvres «seniors». En avril, patronat et syndicats étaient censés se mettre d'accord sur des mesures qui permettraient de les maintenir dans l'emploi à l'approche de la retraite, alors que les entreprises sont souvent prompts à les pousser dehors, plus ou moins poliment, au motif de leur manque supposé de productivité. Mais le «pacte de la vie au travail» a capoté, les organisations de salariés estimant que les propositions patronales mises sur la table étaient outrageusement timides, pour ne pas dire régressives. Résultat : la situation des salariés de 50 à 64 ans n'a pas foncièrement évolué depuis la réforme des retraites de 2023, dont tout le monde s'accordait pourtant à dire qu'elle devait s'accompagner de mesures pour améliorer leur taux d'emploi. Lequel progresse régulièrement depuis plus d'une décennie, sous l'effet des réformes de 2010 (passage de l'âge légal de 60 à 62 ans) et de 2014 (allongement de la durée de cotisation), mais s'affichait tout de même, en 2023, à un timide 66,9 %.

Fantasme. Alors, que faire ? La première réponse gouvernementale, apportée par Gabriel Attal dans son interview à la Tribune dimanche, consiste à revoir leurs conditions d'indemnisation à l'assurance chômage. Pas dans un sens favorable, évidemment. A ce jour, les salariés les plus expérimentés bénéficient d'une durée d'indemnisation plus longue que les autres, de vingt-deux mois et demi pour ceux ayant 53 ou 54 ans, et de vingt-sept mois maximum pour les plus de 55 ans. Bourre de mansuétude, Gabriel Attal «refuse que cette filière seniors soit supprimée, car il est important de maintenir une protection et des règles spécifiques», explique-t-il – évacuant ainsi un fantasme de son ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Mais il annonce qu'il faudra désormais avoir au moins 57 ans pour bénéficier d'une indemnisation rallongée. «Dans la discussion des partenaires sociaux, un consensus semblait s'être établi autour de l'application mécanique de la réforme des retraites», donc d'un relèvement de deux ans, comme celui de l'âge légal de départ, justifie le Premier ministre, oubliant un peu vite qu'ils répondaient à une exigence gouvernementale formulée dans la lettre de cadrage qui leur avait été adressée l'été dernier.

Précision importante : l'évolution aura lieu d'un seul coup, lors de l'entrée en vigueur de la réforme au 1^{er} décembre, et non au même rythme que le relèvement de l'âge de la retraite, qui s'étale sur six ans. Au passage, la borne intermédiaire des 53-54 ans est supprimée. En l'espace d'un an et demi et de deux réformes, un demandeur d'emploi de 56 ans aura donc vu sa durée d'indemnisation maximale divisée par plus de deux, puisqu'elle sera passée de trente-six mois à quinze mois, le nouveau plafond instauré de fait par le futur décret. Les 57 ans et plus sont

aussi frappés, puisque en vertu du même mécanisme, leur durée d'indemnisation ne sera plus de vingt-sept mois, mais de vingt-deux mois et demi.

Pour compenser – si l'on peut dire –, le Premier ministre annonce l'introduction d'un nouveau dispositif pour encourager les plus expérimentés à revoir leurs exigences à la baisse : un «bonus emploi senior». Concrètement, un senior qui reprendra un emploi moins bien rémunéré que le précédent se verra verser par l'assurance chômage un complément lui permettant de retrouver le même niveau de salaire. Durée du «bonus» : un an. Dans son interview à la Tribune dimanche, le Premier ministre prend ainsi l'exemple d'un demandeur de 57 ans qui était payé 3000 euros brut et qui est indemnisé 1600 euros mensuels par France Travail : «Demain, si on lui propose un emploi à 2000 euros brut – donc 1000 euros de moins que son ancienne rémunération –, il pourra cumuler ce nouvel emploi à 2000 euros avec 1000 euros versés par l'assurance chômage.» Résumé sarcastique du président de la CFE-CGC, François Hommeril : «Je suis une entreprise, je balance tout le monde à 55 ans, et après deux ans de chômage je les récupère à moitié prix.» D'autant que, pour neutraliser son impact budgétaire, la mesure pourrait être accompagnée d'une autre dégradation de droits. Lorsqu'il a atteint l'âge

de départ à la retraite, un demandeur d'emploi peut, s'il réunit certaines conditions, continuer à percevoir son allocation jusqu'à son âge du taux plein. Désormais, l'allocation versée durant cette période sera limitée à 57 % du plafond de la Sécurité sociale, soit 2200 euros par mois, ce qui révolte le syndicat des cadres.

«Cavalier législatif». Les mesures plus structurelles à destination des entreprises, elles, attendront donc encore – si tant est qu'elles viennent un jour. Gabriel Attal se dit favorable à ce que l'«index seniors», un outil censé inciter ou obliger les entreprises à négocier sur le maintien dans l'emploi de leurs salariés expérimentés, fasse son retour à l'automne dans l'«acte II de la réforme du travail». Il avait été censuré en sa qualité de «cavalier législatif» dans la réforme des retraites. Reste à voir quels seraient ses contours, le patronat tenant à ce qu'il soit le moins contraignant possible. Le Premier ministre soutient aussi l'idée d'inscrire dans le même texte un «CDI seniors», une idée soutenue par le Medef et la CPME qui a suscité l'opposition des syndicats durant la négociation sur la «vie au travail». Sachant que ce texte sera examiné sous la pression d'une majorité et d'une droite parlementaire très réceptive aux arguments patronaux, ça promet.

E. D.

Les informés

de Bérengère Bonte,
du lundi au vendredi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec



franceinfo

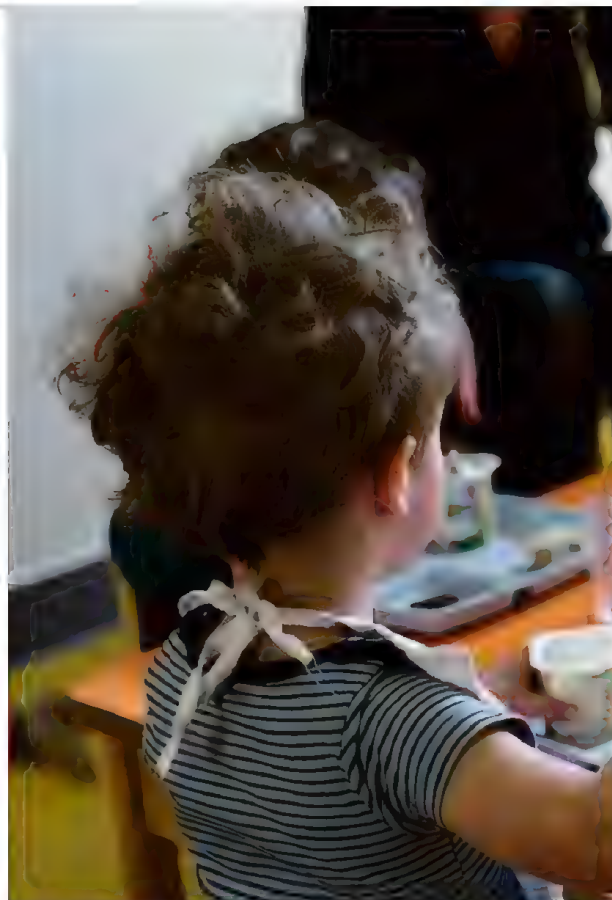
radio . web . tv canal 27



PETITE ENFANCE

La crèche familiale sur ses gardes

Pourtant longtemps érigé comme un modèle, ce type de garde d'enfants à mi-chemin entre l'accueil chez une assistante maternelle et celui en structure collective souffre d'un manque de moyens et de personnels.



La crèche familiale est souvent confondue avec la crèche parentale, qui exige un

Par
MAÏTÉ DARNIAULT
Envoyée spéciale à Annecy

Comme autant de petits pas répétés avant de savoir cavalier. Les rituels émaillent les journées d'Anne Pingeon et des enfants qu'elle garde. Et forgent leur apprentissage de l'autonomie. Pour les sorties, cette assistante maternelle d'Annecy (Haute-Savoie) propose «*de plus d'activités variées*», tout en tenant compte des envies. «*Ramasser des cailloux*» ou «*aller voir le lac*» peut suffire au bonheur des trois filles de 2 ans qu'elle accueille. Elles arrivent chez elle à partir de 8 heures. Des jeux libres, puis une occupation commune. Vers 9 h 45, tout le monde est dehors, «*quelle que soit la météo, on a les équipements pour*». Après la balade, retour à la maison pour le déjeuner, préparé en amont. Aux premiers signes de fatigue, «*on part à la sieste*». Vient le réveil, le change si nécessaire et le goûter. Un fruit, un laitage, un gâteau.

À l'«*heure des parents*», la professionnelle leur raconte «*comment ça s'est passé*». Enfin, elle fait le ménage, s'occupe du linge et prévient les repas du lendemain. À l'issue de dix heures sans réelle pause, son lieu de travail redevient son domicile. Cette routine connaît

une exception : les temps partagés avec d'autres assistantes maternelles, une à deux fois par semaine, dans un espace municipal dédié. Car Anne Pingeon et ses collègues sont employées de la crèche familiale de la mairie d'Annecy. Méconnu, ce mode de garde est à mi-chemin entre l'accueil chez une assistante maternelle et celui en structure collective. Une solution hybride, souvent confondue avec la crèche parentale, qui repose sur un investissement associatif des parents et exige des temps de présence auprès des enfants, dans un lieu unique.

MÉPRIS DE CLASSE ET MOYENS ATROPHIÉS

Il ne s'agit pas d'un relais petite enfance (RPE, ex-RAM, pour relais assistantes maternelles) : lui, dépend de la Caisse des allocations familiales. Ses animatrices proposent un accompagnement, facultatif, et n'ont pas de droit de regard sur le domicile des professionnelles salariées des parents. Et ce n'est pas non plus une maison des assistantes maternelles, forme la plus récente, créée par des indépendantes pour partager le loyer et les frais d'équipement afin d'exercer hors de chez elles. Dans une crèche familiale, les temps collégiaux sont obligatoires (et rémunérés). Ils comprennent de l'analyse de la pratique

et des formations sur «*l'alimentation, les gestes et postures, les premiers secours, l'inclusion des enfants handicapés*», énumère Anne Pingeon : «*On a aussi six heures par an en présence d'une psychologue, où on peut parler ensemble de nos difficultés avec les enfants, les parents ou les collègues*».

Des séquences précieuses, quand la professionnalisation et la reconnaissance du secteur restent en chantier. Comme tous ces métiers du *care* assignés aux femmes, la profession souffre d'une perception paradoxale. Les «*nounous*» et les «*tatas*» – il est recommandé de préférer leur prénom à ces sobriquets – sont-elles des petites mains interchangeables ou les gardiennes des mille premiers jours de l'enfant ? Cet entre-deux, où le mépris de classe et des moyens atrophisés percutent une charge mentale considérable, a un effet : les métiers de la petite enfance ont de grandes difficultés à recruter et à stabiliser leur main-d'œuvre. En 2030, selon le ministère des Solidarités, 150 000 assistantes maternelles mettront un terme à leur carrière, soit plus de 35% de l'effectif actuel. La profession affichera alors un taux de départ à la retraite parmi les plus importants du pays.

À Annecy, l'équipe de la crèche familiale emploie trois éducatrices de jeunes enfants,

présentes lors des regroupements dans les locaux et en visites régulières au domicile. «*C'est un autre regard, une vraie richesse s'il y a un dysfonctionnement avec un enfant, estime la directrice de la structure, Corinne Colliard, infirmière*. Et si un parent déborde, on est là pour remettre le cadre, on assure une médiation. » Exit les histoires de contrat, de bulletins de salaire et de paiement, qui peuvent interférer avec la priorité de «*travailler en collaboration avec les parents, de faire de la coéducation*». L'enfant peut s'initier à petite dose à la collectivité, mais bénéficie d'abord

À Annecy, la crèche familiale emploie trois éducatrices de jeunes enfants, présentes lors des regroupements dans les locaux et en visites régulières au domicile : «Si un parent déborde, on est là pour remettre le cadre.»



temps de présence auprès des enfants, dans un lieu unique. PHOTO MATTHIEU RONDEL, HANS LUCAS

Des solutions pour un système «à bout de souffle»?

Financement, contrôles, professionnalisation de la filière... Les députés vont examiner ce lundi le rapport de la commission d'enquête sur le modèle économique des crèches. Une première étape pour tenter de restaurer un modèle défaillant.

Ce n'est qu'une étape, mais elle revêt un caractère éminemment politique. Ce lundi, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le modèle économique des crèches et la qualité d'accueil du jeune enfant va être soumis au vote des députés à l'Assemblée nationale. Ces travaux trouvent leur origine dans le «drame de Lyon». Le 22 juin 2022, l'employée d'une crèche privée a empoisonné sciemment avec un détergent un nourrisson de 11 mois, mort en quelques heures. Depuis, la crise des modes de garde a suscité une documentation fournie

Cercle vicieux. Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales, en avril 2023, a révélé des maltraitances récurrentes dans les crèches, dont les plus courantes sont «la négligence, la violence physique et psychologique et le forçage alimentaires». Ce document

liste 39 recommandations sur la professionnalisation de la filière, la réforme du financement ou le renforcement des contrôles. C'est à ces axes que le rapport d'enquête parlementaire, pas encore rendu public à ce jour, entend donner corps. Car s'il est suivi d'effets, il pourrait enrayer le «cercle vicieux de la défaillance» et restaurer un système «à bout de souffle», espère Sarah Tanzilli, députée Renaissance du Rhône et rapporteure de la commission d'enquête.

Afin de charpenter le «service public de la petite enfance» dans les tuyaux depuis Elisabeth Borne, une autre brique est attendue en juillet : le rapport du comité de filière petite enfance, installé fin 2021 afin de lutter contre la pénurie de professionnels du secteur et relancer son attractivité. Depuis une vingtaine d'années, l'Etat fait face à un manque de places en crèches – il en faudrait près de 200 000 supplémentaires sur le territoire. Puisque les pouvoirs publics lui ont permis de prospérer depuis le début des années 2000, le secteur privé s'arroge un quart de ce marché estimé à 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel. Une poignée de grands groupes, assujettis à des fonds d'investissement, ont exacerbé la quête de profit dans un milieu qui devrait en être préservé. Or le postulat (discutable) de Sarah Tanzilli est que les «défaillances identifiées» ne sont «pas la conséquence» de cette financiarisation fouteuse pour les négociants de berceaux. «Si on en est là, c'est bien parce que la dérégulation a permis aux représentants du système lucratif de maintenir coûte que coûte leur rentabilité», objecte Cyrille Godfroy, secrétaire général du Syndicat national des professionnels de la petite enfance.

Encadrement. La priorité de la rapporteure, en revanche, met tous les observateurs d'accord : la hausse du taux d'encadrement dans les crèches, pour atteindre un adulte pour quatre enfants d'ici 2030. «Ca fait vingt ans qu'on le demande et à chaque fois, on nous répond économiquement», rappelle Julie Marty Pichon, coprésidente de la Fédération nationale des éducateurs de jeunes enfants et autrice de *J'ai mal à ma crèche* (Eyrolles, 2024). L'urgence devra encore attendre : la convention d'objectifs et de gestion de la branche familiale de la Sécurité sociale, qui fixe la feuille de route des CAF pour cinq ans, a été signée l'été dernier pour la période 2023-2027. Pour fléchir des moyens sur un schéma renouvelé, il faudra se contenter du prochain tour, en 2028-2032.

M. Da.

d'un taux d'encadrement privilégié. Car les assistantes maternelles sont limitées à quatre agréments, quand en crèche classique, le minimum légal (la norme de facto) est d'un adulte pour cinq enfants qui ne marchent pas, et d'un adulte pour huit marcheurs (!)

Anne Pingeon a choisi de ne garder que trois enfants et conserve sa quatrième place pour le «dépannage». Sa directrice assure une astreinte téléphonique le dimanche soir, pour placer les enfants dont l'assistante maternelle va être indisponible – malade ou en formation. L'effort d'adaptation sera moindre, puisque tous se seront déjà rencontrés durant les temps collectifs. Sur le papier, cette «autre» crèche fait figure de modèle. Or cette solution, née dans les années 70, est en déclin constant depuis une vingtaine d'années, à mesure que la petite enfance s'est fait happer par la marchandisation (*lire ci-contre*). En 2016, les crèches familiales ne représentaient plus que 1% des modes de garde. Longtemps, elles ont majoritairement été gérées par des communes (et à 20% par des associations). En 2023, il n'en restait que 638, inégalement réparties en France.

La région Rhône-Alpes illustre les aléas de cette décomposition : à Annecy, Anne Pingeon est l'une des 26 salariées de la seule structure restante gérée par la mairie – ses

crèches familiales en employaient quatre fois plus, quarante ans en arrière. A Lyon, la dernière a fermé il y a quelques années, ne subsiste qu'une poignée d'établissements associatifs. A Grenoble (Isère), la ville a réussi à en maintenir cinq, adossées à des crèches collectives. Celle de Rumilly (Haute-Savoie), qui emploie neuf professionnelles, a annoncé son arrêt en 2025. «C'est un système très intéressant mais qui ne me semble plus adapté au personnel», regrette Anne Rochas, directrice du Centre communal d'action social de Rumilly. On n'arrive pas à recruter, ni à être à la hauteur des salaires des indépendantes.»

LE MAILLON FAIBLE, LES SALAIRES

La crèche familiale n'est pas sans contraintes : c'est la direction qui désigne quelle assistante maternelle va prendre en charge quel enfant, en fonction de son âge, des horaires souhaités et des adresses de chacun. «On leur impose des familles mais ça colle la plupart du temps», considère Corinne Colliard, à Annecy. Ce choix opéré par un tiers permet de lutter contre une sélection souvent unilatérale dans les territoires en tension, et donc contre une concurrence sociale dans l'accès aux modes de garde. «Il y a eu de très belles aventures avec des parents que je n'aurais

jamais choisis», reconnaît Anne Pingeon. Reste le maillon faible, les salaires. A Annecy, l'exécutif écologiste les a revalorisés l'année dernière. La paie minimale pour un temps plein s'élève à 1 800 euros brut, auxquels s'ajoutent des indemnités d'entretien et de repas de 9,50 euros par jour. Avec trois enfants, certaines indépendantes peuvent gagner plusieurs centaines d'euros de plus par mois, mais n'ont ni treizième mois ni sécurité de l'emploi.

Enfin, les crèches familiales coûtent cher à l'institution. Car «elles combinent des éléments de gestion complexes et une capacité d'accueil réduite», explique Gaëlle Choquer-Marchand, directrice des politiques familiales et sociales à la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf). Mais «renover leur modèle nous intéresse parce qu'on a déjà investi sur ces équipements. Une fermeture, ça reste un problème en soi alors qu'on fait des efforts pour créer de nouvelles solutions». En 2023, la Direction générale de la cohésion sociale et la Cnaf ont lancé un Fonds d'innovation pour la petite enfance, doté de 10 millions d'euros par an d'ici à 2025. L'objectif : détecter les bonnes idées et les tester. Les crèches familiales n'ont pas été totalement oubliées : quatre d'entre elles ont reçu une dotation. Un petit pas. ♦



Meeting LFI pour les européens : Aubry charge Glucksmann et Mélenchon rejoue la «tortue»

Pour leur grand meeting en Ile-de-France, samedi à Aubervilliers, les insoumis ont ciblé extrême droite, macronisme et socialistes, accusant la tête de liste, Raphaël Glucksmann, de «réveill[er] les fantômes» du PS. Mais loin dans les sondages, pour le camp de Mélenchon ce scrutin est surtout une étape vers la présidentielle. Pour lui ou un(e) autre. PHOTO AFP



L'ex-maire et son adjoint auraient donné des informations permettant le maintien des trafics. PHOTO OLIVIER ARANDEL. LE PARISIEN MAXPPP

Canteleu: ouverture du procès d'une ville sous l'emprise du trafic de drogue

L'ex-maire PS et son adjoint sont jugés à partir de ce lundi à Bobigny, avec 17 autres prévenus, pour une affaire de narcotrafic dans la ville de Seine-Maritime.

Par
JULIETTE DELAGE

C'est un soir de Saint-Valentin et Mélanie Boulanger, maire socialiste de Canteleu, en Seine-Maritime, décroche son téléphone. Le nom de son adjoint, chargé du développement économique, Hasbi Colak, s'est affiché sur son écran. Mais c'est une autre voix qui tempête dans le combiné, ce 14 février 2020

Montacer Meziani, dit Mantalo, est très en colère. La police vient de faire irruption au Jean-Jaurès, un bar du coin où il passe son temps et où il exerce une telle influence que certains clients le prennent pour le propriétaire. Il somme son interlocutrice d'utiliser ses prérogatives pour interrompre les contrôles et menace, en cas de non-coopération, de mettre sa commune «à feu et à sang». Indique l'ordonnance de renvoi consultée par *Libération*. Selon le même document, il poursuit la conversation en lui rappelant «qu'ils» sont «capables de garantir l'ordre au sein de la commune». Que si elle lui obéit, «sa réélection [sera] acquise aux prochains scrutins municipaux». La conversation s'étire jusqu'à ce que Mélanie Boulanger

L'HISTOIRE DU JOUR

s'engage à demander au commissaire de police d'arrêter ses patrouilles. L'ex-édile de 47 ans a quitté son poste en février, officiellement pour «raison de santé», un mois après l'annonce de son procès. Elle sera jugée à partir de ce lundi avec son adjoint et 17 autres personnes par le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour leur implication, à des degrés divers, au service d'un vaste réseau de trafic de drogue. Mélanie Boulanger et Hasbi Colak clament leur innocence. Ni l'un ni l'autre n'a touché d'argent, mais tous deux sont soupçonnés d'avoir œuvré en faveur de narcotrafiants en leur délivrant des informations essentielles à l'immuabilité de leur activité.

Le 10 décembre 2019, lors d'une conversation téléphonique, Hasbi Colak explique à Mélanie Boulanger que «les grands» de la cité Rose, l'un des deux quartiers d'habitat social de la ville, sont remontés de ne pas avoir été informés de la pose de dispositifs de vidéosurveillance, détaille l'ordonnance de renvoi. Il la rassure, affirmant qu'il a «rapaisé les choses» et qu'il les a «prévenus de faire attention suite à l'installation de nouvelles caméras et à la présence renforcée de policiers». La maire est par ailleurs soupçonnée d'avoir différé la pose de caméras, bien qu'elle l'ait toujours démenti.

Terror. Alors que le Sénat a remis, mi-mai, un rapport sur l'état et les conséquences des trafics de drogue en France, le dossier «Canteleu», fruit de deux ans d'en-

quête menée conjointement par la sûreté territoriale de Seine-Maritime et le service départemental de police judiciaire de Seine-Saint-Denis, illustre l'emprise profonde que peut avoir une telle organisation de malfaiteurs sur un territoire. Combien de temps auraient-ils encore prospéré si l'un de leurs bras droits ne s'était pas fait interpellé, en septembre 2019, dans un parking de Saint-Denis avec 50 000 euros en liquide présentant des traces de cocaïne? Qu'au même endroit, un autre homme avait été arrêté avec les 2 kilogrammes de blanche qu'il aurait dû lui remettre? L'enquête commence là, dans ce sous-sol francilien. Très vite, les policiers découvrent que la voirie du «lieutenant» qu'ils viennent d'arrêter appartient à une société de restauration - Show Kebab - di-

rigée par un élu municipal de Canteleu, Hasbi Colak. A force d'écoutes téléphoniques et de sonorisations (mise sur écoute d'un lieu), ils finiront par mettre en lumière l'influence néfaste d'une fratrie - les Meziani - sur cette ville normande en banlieue de Rouen, où vivent 14 000 habitants. Pour orchestrer leur trafic de cannabis, cocaïne et héroïne, ils n'hésitent pas à faire régner la terreur et à user de leurs liens privilégiés avec l'adjoint au développement économique.

Fortune. Bilan de leur entreprise: 21,48 millions d'euros sur les deux ans couverts par la période de prévention. Un bénéfice brut de 10,74 millions par an, pendant au moins dix ans, estiment les policiers. Une fortune colossale dissimulée grâce à de loyaux gérants de paille chargés de blanchir leur argent et à une vie quotidienne locale «imaginée pour donner l'apparence d'une existence officielle et conforme à la loi», souligne l'ordonnance. En France, les Meziani vivent dans des appartements en location, disposent de faux emplois et dissimulent leurs voitures de luxe dans des box fermés avec l'entremise d'une société allemande de mauvaise foi. Aziz Meziani, «chef incontesté» du réseau, selon les investigations, continue de donner ses ordres depuis le Maroc où il vit grand train depuis 2021. La commission rogatoire internationale a reçu un refus d'exécution des autorités marocaines; il n'a pas pu être interpellé. Son frère, Montacer Meziani, qui œuvrait «sur le terrain» à Canteleu, et qui a notamment poussé son ami adjoint à composer pour lui le numéro de la maire, ce fameux 14 février 2020, sera lui aussi jugé à Bobigny. Mélanie Boulanger, élue au conseil municipal depuis 2008, a mis en avant, par la voix de son adjoint, son implication politique contre les trafics de stupéfiants. Reste qu'elle n'a jamais déposé de plainte contre les menaces qu'elle dit avoir subies, ni adressé la moindre dénonciation - mais ce dernier point ne constitue pas une infraction. ♦

L'EUROPE CONTRE

L'ANTISÉMITISME

SOIRÉE DE MOBILISATION AU

THÉÂTRE ANTOINE

le lundi 3 juin 2024 à partir de 19h

AVEC LA PARTICIPATION DE NOMBREUX INTELLECTUELS, ÉCRIVAINS, ARTISTES ET RESPONSABLES DE GRANDS JOURNAUX EUROPÉENS

dont Yael **BRAUN-PIVET** (présidente de l'Assemblée nationale) • Gérard **LARCHER** (président du Sénat) • Anne **HIDALGO** (Maire de Paris)

Bernard-Henri **LÉVY** (directeur de La Règle du Jeu)

Christine **ANGOT** • Caroline **FOUREST** • Delphine **HORVILLEUR** • Julia **KRISTEVA** • Justine **LÉVY** • Abnousse **SHALMANI**

Nathan **DEVERS** • Patrick **KLUGMAN** • Yann **MOIX** • Douglas **MURRAY** • Philippe **VAL**

Bernard **CAZENEUVE** • Manuel **VALLS** • Jean-Michel **BLANQUER**

Sandrine **KIBERLAIN** • Yvan **ATTAL** • Patrick **BRUEL** • Stéphane **FREISS**

Yonathan **ARFI** (CRIF) • Ariel **Goldmann** (FSJU) • Samuel **LEJOYEUX** (UEF) • Mario **STASI** (LICRA)

Maurizio **MOLINARI** (la Repubblica) • Nils **MINKMAR** (Süddeutsche Zeitung) • Gabi **GLEICHMAN** (Espresso) • Rabbi Levi **MATUSOF** (Fédération des communautés juives d'Ukraine auprès de l'UE)

Thorniké **GORDADZÉ** (ancien ministre géorgien pour l'intégration européenne) • Pedro J. **RAMÍREZ** (El Español) • Émilie **MOATTI** (Forum des Familles d'otages, Tel Aviv)

Merci à Jean-Marc **DUMONTET** (Théâtre Antoine)

L'antisémitisme est là.

Sournois ou véhément, de plus en plus violent, c'est comme un nuage noir qui, de Malmö à Bruxelles ou aux campus des universités françaises, plane sur le continent européen.

Or qu'en disent les têtes de listes, pour les élections européennes du 9 Juin ? Peu de chose.

Qui, dans la campagne qui s'achève, pour dénoncer avec la force nécessaire ce poison qui avilit les cœurs, trouble la paix civile, corrompt la démocratie et sape les fondements même de l'Europe ? Peu de monde.

C'est la raison pour laquelle *La Règle du Jeu*, revue créée, en 1990, par des écrivains et intellectuels au nombre desquels

Bernard-Henri Lévy, Salman Rushdie, Mario Vargas Llosa, David Grossman, Jorge Semprun, Susan Sontag ou Amos Oz, prend l'initiative de ce rassemblement.

Stopper la déferlante de haine qui ravage nos sociétés : il ne devrait pas y avoir, dans ces derniers jours de campagne, de sujet plus brûlant.

Nul ne devrait entrer au Parlement dont Simone Veil, rescapée d'Auschwitz, a été la première présidente, s'il n'a, au cœur et dans la tête, le serment des pères fondateurs de l'Europe : « Plus jamais ça ! ».

L'Europe a été créée contre l'antisémitisme : elle ne peut pas perdurer avec lui.

THÉÂTRE ANTOINE 14 boulevard de Strasbourg 75010 Paris

Réservation : alexandre@alexandredumont.com

Places limitées - Live streaming de 19h à 22h - <https://laregledujeu.org/>

Presse : Florence Narozny - 06 86 50 24 51 - florence@lebureaudeflorence.fr ou Mathis Elion - mathis@lebureaudeflorence.fr

LA
RÈGLE
DU
JEU



Bâche en plastique, table de ping-pong... Le casse-tête des maires ruraux face au manque de panneaux pour les élections européennes

A partir de ce lundi, les communes auront l'obligation d'afficher les 38 listes des candidats aux européennes sur des panneaux électoraux dédiés. Mais par manque de supports ou de moyens financiers, certains maires ont recours à des solutions d'appoint.

PHOTO AFP

SPORTS

Rugby Toulouse remporte la finale de la Champions Cup face au Leicester

Au coup d'envoi, les deux équipes totalisaient 16 finales, le club français en ayant déjà remporté 5 quand, avec «seulement» 4 trophées soulevés, la province irlandaise escomptait égaliser le record en venant à bout d'un meilleur ennemi qu'elle avait plutôt dominé ces dernières saisons. Ça ne sera pas pour cette fois, le verdict étant tombé au bout du bout d'un suspense prolongé de 2 fois 10 minutes qui, compensant la qualité du spectacle stricto sensu, verra les rouges broder une 6^e étoile sur leur maillot quand, les bleus perdaient d'un rien (31-22) leur quatrième finale consécutive. **A lire sur Libé.fr**

Foot Le PSG décroche sa 15^e Coupe de France, Kylian Mbappé rattracé

C'était une finale presque logique, entre les deux meilleures équipes 2024. Implacable, cette logique a été respectée samedi : le PSG a remporté samedi la 106^e finale de la Coupe de France contre l'OL. Le PSG soulève ainsi un troisième trophée cette saison après le Trophée des Champions et le championnat de Ligue 1. Si Kylian Mbappé n'a marqué aucun but lors de cette rencontre, cette victoire ajoute une nouvelle ligne à son palmarès déjà impressionnant alors que ce match était son dernier au sein du club parisien.

Tennis A Roland-Garros, Ugo Humbert éliminé, Richard Gasquet qualifié

Longtemps, Ugo Humbert honnissait la terre battue. Mais depuis deux ans, il s'est réconcilié avec la surface, au point de déclarer à une semaine de Roland-Garros à Libé qu'aujourd'hui il adorait jouer sur terre. Dimanche, l'amour nouveau n'aura pas été flagrant : le 16^e joueur mondial, premier français au classement ATP, s'est incliné dès le premier tour contre l'Italien Lorenzo Sonego, 50^e mondial. Le public français s'est consolé dans la soirée après la victoire de Richard Gasquet (124^e jour mondial) au bout de trois heures et demie de match face au Croate Borna Ćorić (71^e). **A lire sur Libé.fr**

Nouvelle-Calédonie: le risque de l'enlisement

Et maintenant, la menace du «référéendum». Drôle d'attitude que celle d'un président de la République venu à Nouméa pour apaiser, promettant que la réforme du corps électoral de Nouvelle-Calédonie «ne passe [trait] pas en force» et qui, s'ilôt monté dans son Airbus, affirme au Parisien qu'il peut faire appel à tous les Français pour régler le sujet. Pas sûr que le message soit bien reçu par certains indépendantistes. Samedi, dans un communiqué commun, avant que les propos du chef de l'Etat ne soient rendus publics, ils ont fixé comme «préalable à la sortie de crise» le retrait du projet de loi constitutionnelle.

A Nouméa, malgré la présence de trois hauts fonctionnaires mandatés par l'Elysée pour mener une mission de conciliation, le dialogue risque d'avoir du mal à s'enclencher. Le Président continue en effet de poser la fin des blocages en préalable à la reprise des discussions. «Je demande aux indépendantistes de lever les barrières et d'apaiser», insiste-t-il dans le Parisien. J'assume un geste d'apaise-

ment et d'ouverture, mais je ne prendrai jamais de décision de report ou de suspension sous la pression de la violence.

«On reste mobilisés, on maintient toute la résistance dans les quartiers», a ordonné vendredi Christian Tein, meneur indépendantiste de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), dont les consignes sont suivies sur les barrages. Les tensions restent donc vives sur le Caillou. L'état d'urgence est toujours en vigueur, le bilan reste de 7 morts dont deux gendarmes, et la fermeture de l'aéroport de Nouméa-Tontouta est prolongée jusqu'au 2 juin.

Dans la nuit de vendredi à samedi, les violences ont été particulièrement fortes dans le quartier de Kaméré, au bout de la presqu'île de Ducos, dans l'ouest de Nouméa. Plusieurs logements ont été incendiés, indique le haut-commissariat de la République, et 35 habitants, surtout d'origine européenne, ont été exfiltrés par la mer, par des particuliers. Arrivée avec Emmanuel Macron jeudi mais

restée sur place, la ministre déléguée aux Outre-Mer, Marie Guévenoux, a jugé, dans un communiqué samedi soir, que la situation demeurerait «très difficile pour les habitants de l'île, en particulier dans le Grand Nouméa».

À voir si le sujet du référendum lancé dans le débat ne viendra pas contrecarrer ces efforts fragiles. Leader des non-indépendantistes modérés de Calédonie Ensemble, Philippe Gomès y voit un «non-sens dangereux». Avec cette proposition, «le président de la République n'a pas fait autre chose que de rappeler le texte de la Constitution», a défendu François Bayrou de son côté sur France Inter, rappelant que les accords de Matignon de 1988 avaient été entérinés via le suffrage universel direct. Mais «est-ce que c'est adapté à la situation d'aujourd'hui?» s'est interrogé le président du Modem, proche de Emmanuel Macron, appelant les «anciens», «les voix de la sagesse» à «repren- dre la parole». Sage demande qu'il pourrait, aussi, formuler auprès de l'Elysée.

LILIAN ALEMAGNA



Mort de Hugues Gall, ex-directeur de l'Opéra de Paris

Formé à l'Institut d'études politiques de la rue Saint-Guillaume, Hugues Gall s'était d'abord signalé dans des cabinets ministériels – l'Agriculture et l'Éducation nationale – avant d'opérer dans son domaine de prédilection : la culture et les arts. Il fut alors un artisan majeur de la réformation de l'Opéra de Paris à la fin des années 60, avant d'en prendre la direction de 1995 à 2004. Né Hugues Randalph Gall, le 18 mars 1940 à Honfleur, d'un père baron qui avait fui le nazisme, cet homme intelligent, sensible et élégant, fidèle à ses collaborateurs comme à ses convictions, résidait désormais à Nice, où il s'est éteint dans la nuit de vendredi à samedi.

ÉRIC DAHAN

A lire en intégralité sur Libé.fr

Expulsé malgré la suspension de son interdiction du territoire

«Une tragédie», résume M^e Camille Vannier, avocate de Housem J., Tunisien de 37 ans expulsé samedi vers son pays d'origine. La veille, le tribunal administratif de Paris avait pourtant suspendu l'interdiction du territoire français émise à son encontre, estimant que «l'absence d'éléments justifiant de la radicalisation islamiste de [Monsieur J.] est de nature à créer un doute quant à la légalité de la décision». Lors d'une nouvelle audience samedi pour contester en urgence cet «éloignement infondé», le ministère de l'Intérieur a plaidé un «coupe», indique une source proche

du dossier. L'ordonnance signale que «malgré la suspension [...] de l'exécution» de l'interdiction administrative du territoire, «Housem J. a été éloigné». La demande de rapatriement en France a été rejetée, car le trentenaire n'a pas réussi à établir le «risque d'être exposé de la part des autorités tunisiennes à des traitements inhumains et dégradants». Selon son avocate, c'est pourtant ce qui l'attend en Tunisie.

«Dans une décision aussi décevante que lâche, le tribunal constate la violation par [le ministère] d'une décision judiciaire mais refuse d'ordon-

ner le réacheminement du requérant», réagit M^e Vannier. «L'autorité judiciaire abaisse face à une décision qui viole l'Etat de droit», continue-t-elle, annonçant que la défense «envisage un pourvoi». C'est la première fois qu'en matière de droit interne il y a une violation d'une décision d'un tribunal ordonné par l'Etat français lui-même», ajoute l'avocate.

Arrêté lors d'un contrôle d'identité le 26 avril, l'homme, résidant illégalement en France et faisant l'objet d'une interdiction administrative du territoire, avait été envoyé dans un cen-

tre de rétention. Beauvau avait justifié cette mesure en indiquant que l'intéressé faisait l'objet d'une enquête préliminaire pour financement du terrorisme. «Le 12 avril 2021, il fait l'objet d'une garde à vue. À l'issue des quatre jours, il n'y a rien», précise M^e Vannier. Housem J. est renvoyé en Tunisie une première fois en 2021. «Il confie avoir été mis en garde à vue et avoir subi des actes de tortures», rapporte son avocate. L'homme décide de revenir illégalement en France en 2022. Depuis, il avait trouvé un travail.

SASCHA GARCIA et LUDOVIC SÉRÉ

«En application du protocole de lutte contre le choléra, les équipes d'intervention [ont procédé] à la désinfection du foyer et à la prise en charge de l'entourage de la défunte.»

L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE MAYOTTE dimanche

Son décès porte à deux le nombre de morts lié à l'épidémie sur l'archipel. Une femme de 62 ans a succombé samedi à Mayotte du choléra, quelques jours après la mort d'un enfant de 3 ans, première victime de la maladie dans le département français, a annoncé dimanche l'agence régionale de santé (ARS). La femme est morte «à son domicile sur les hauteurs du quartier de Cavani, à Mamoudzou», a précisé l'ARS – les opérations de vaccination des cas contacts ont été menées dès dimanche. Selon un dernier bilan datant de vendredi, cinq premiers cas autochtones, diagnostiqués chez des patients n'ayant pas quitté l'île, ont été recensés à Passamaïry, dans la banlieue sud de Mamoudzou. Ce qui porte à 105 le nombre d'habitants contaminés



Lors du débat Attal-Bardella sur les élections européennes sur France 2, jeudi. PHOTO DENIS ALLARD

Une campagne des européennes entre hors-sujet et faux-semblants

Renforcé par la complexité des règles institutionnelles, le désintérêt des citoyens pour l'élection nourrit instrumentalisations et détournements du côté de l'offre politique, comme le démontre le débat entre Gabriel Attal et Jordan Bardella jeudi sur France 2.

L'un des symptômes de la crise démocratique profonde que traverse notre système politique est l'atonie et la médiocrité des campagnes électorales. Il est le signe d'un rituel électoral qui s'essouffle et se vide de son sens. L'élection dont se détourne un nombre grandissant des électeurs n'est plus un moment de délibération collective où s'opposent visions du monde et programmes autour des enjeux spécifiques du scrutin. La campagne des élections européennes n'échappe pas à cette tendance alors même que les questions en jeu (situation géopolitique liée à la guerre en Ukraine, transition écologique, libre-échange, modèle agricole...) sont essentielles, et que c'est le seul rendez-vous électoral (avec les municipales) jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Divers phénomènes y concourent. Moins d'un Français sur deux envisage d'aller voter, et le corps électoral risque d'être for-

tement déformé, ce qui induit des stratégies électorales ciblées. L'abstention attendue des jeunes (18 à 24 ans) avoisine les 70 %, elle atteint 68 % chez les milieux populaires tandis que 60 % des plus de 60 ans envisagent de participer (dernière enquête Ipsos). Le désintérêt pour l'élection du côté des citoyens, renforcé par la complexité et l'illisibilité des règles institutionnelles, nourrit instrumentalisations et détournements du côté de l'offre politique... qui alimente, en retour, la faible appétence des électeurs. La campagne est par là même dominée par les hors-sujets, les faux-semblants et les instrumentalisations.

UNE NON-CAMPAGNE

Député européen sortant très peu investi dans son mandat, Jordan Bardella fait une non-campagne sans réel programme ni position claire sur l'Europe, cherchant avant tout à nationaliser le scrutin et en faire un référendum

anti-Macron. Le candidat de l'extrême droite étudie les débats et appelle à une dissolution de l'Assemblée nationale après le scrutin. Le Rassemblement national dit avoir renoncé au Brexit, mais se révèle très vague sur la renégociation des traités qu'il appelle de ses vœux.

Les enquêtes d'opinion confortent cette stratégie de l'ambiguïté et de l'évitement puisqu'il caracole en tête depuis des mois. Les Français eux-mêmes déclarent voter en fonction de considérations principalement nationales et cette tendance s'accuse au fil de la campagne. La dernière enquête Ipsos-Cevipof-le Monde montre que le nombre d'électeurs déterminant leur vote sur des enjeux nationaux progresse, atteignant 58 %. Ce n'est pas l'attitude du président de la République qui va européaniser le scrutin. Emmanuel Macron cherche à installer un duel entre progressistes et nationalistes, entre le camp présidentiel (celui du bien) et l'ex-

trême droite, la confortant ainsi dangereusement comme une unique force d'alternance. Le récent débat « au sommet » entre Gabriel Attal et Jordan Bardella accrédite cette configuration mortifère. Les deux forces politiques ont, en quelque sorte, privatisé la campagne au mépris du pluralisme. Le Premier ministre s'est employé à souligner les contradictions du programme et a imposé son rythme au candidat d'extrême droite, sur la défensive. Le débat aura-t-il des effets ? Faire la leçon au candidat hors système peut conforter le vote protestataire et anti-élitiste.

STRATÉGIE

Anticipant une contre-performance dans une élection qui ne lui est pas favorable structurellement (elle est peu mobilisatrice chez les milieux populaires), La France insoumise a pris, quant à elle, le parti de centrer son discours sur une question très éloignée des prerogatives

IDÉES/

Le Premier ministre a imposé son rythme au candidat d'extrême droite. Le débat aura-t-il des effets ? Faire la leçon au candidat hors système peut conforter le vote protestataire et anti-élite...

européennes, le conflit israélo-palestinien. Les considérations instrumentales ont ici aussi prévalu : pour les insoumis, il s'agit, au-delà d'un positionnement pro-palestinien ancien, de persévérer dans la stratégie de la conflictualité, d'être en phase avec les révoltes du monde étudiant et d'enrôler les électeurs des quartiers difficiles issus de l'immigration. La faible notoriété des têtes de liste ne contribue pas à l'intérêt pour la campagne et entraîne parfois leur mise en retrait. Certaines d'entre elles sont des faire-valoir qui peinent à s'affirmer face aux leaders de leur parti. Rima Hassan, avocate et militante pro-palestinienne n'est que septième sur la liste insoumise mais, omniprésente, vole la vedette à Manon Aubry, encore éclipsée par l'implication de Jean-Luc Mélenchon. Valérie Hayer (Renaissance) ne parvient pas à surmonter sa faible légitimité. Le président de la République s'investit de plus en plus dans la mêlée électorale : c'est lui qui a lancé la campagne dans son discours de la Sorbonne et qui a validé la liste des candidats de son parti. Il débat sur les réseaux sociaux avec des internautes, réclame un débat avec Marine Le Pen, ce qui légitime la stratégie de nationalisation de l'extrême droite... Emmanuel Macron mobilise son camp mais surtout contre lui. La liste portée par Raphaël Glucksmann offre une autre situation déconcertante. C'est ici la marque partisane (le PS) qui s'efface derrière le principal candidat, lequel cherche à capitaliser au maximum sur son extériorité à l'égard du jeu politique. Portés par des sondages prometteurs, les socialistes, pourtant encore largement démonétisés, s'apprêtent à célébrer leur retour alors que c'est justement la distance à

l'égard de leur parti qui fait la fortune de leur tête de liste. Les hommes d'appareil socialistes, en attente d'une reconversion électorale, sont en retrait mais largement dominants dans les positions éligibles. Le traitement médiatique de la campagne contribue encore un peu plus à appauvrir la campagne. La Fondation Jean-Jaurès vient de montrer que la médiatisation de la campagne européenne de 2024 est en repli important par rapport aux précédents scrutins. Elle est 30 % inférieure en unités de bruit médiatique et 23 % inférieure en volume de sujets radio diffusés et d'articles publiés par rapport à la couverture de 2019. Certes un certain nombre de débats sont organisés. Mais les médias sont centrés sur le jeu sondagier (« la course de chevaux ») beaucoup plus que sur les enjeux européens. La course en tête de Jordan Bardella et la prophétie de l'irrésistible progression vers le pouvoir de l'extrême droite, le piètre niveau de la liste du camp présidentiel ou la perspective d'un « croisement de courbes » entre Valérie Hayer et Raphaël Glucksmann dominent les commentaires et les cadrages médiatiques, laissant peu de place à la pédagogie européenne. Le nombre final de candidats (désormais officiellement déclarés) sera-t-il propice à une bonne délibération publique ? L'intérêt des électeurs est inversement proportionnel à la profusion de l'offre électorale. Trente-sept listes (un record, trois de plus qu'en 2019) sont en effet en lice. Soumis à des conditions d'acceptation peu restrictives, le dépôt de listes obéit à des logiques de visibilité qui incitent un grand nombre de partis et de collectifs à se lancer. Il n'est pas sûr que cette démultiplication et toutes les nuances et la complexité qu'elle entraîne soient de nature à améliorer la qualité du débat. Elle renforce une confusion qui est la marque de ces élections européennes et malheureusement de la plupart des scrutins désormais ➤

Par **RÉMI LEFEBVRE**



Professeur de science politique à l'université de Lille

Vivre et le savoir-mourir dans les années sida

Alors que le projet de loi sur la fin de vie est à l'étude à l'Assemblée nationale dès ce lundi, à l'époque du VIH, le monde médical était à l'écoute des malades, et l'aide à mourir pouvait être effective.

Dans les années sida, lorsqu'on ne connaissait aucun traitement, l'annonce de notre séropositivité nous inscrivait dans une sorte de loterie du destin : « Tu vis ou tu meurs ». Aucun pronostic ne permettait de savoir si tu allais développer des maladies opportunistes et à quel rythme. J'ai personnellement été contaminé en 1985, et bien que mes défenses immunitaires se soient effondrées, je n'ai jamais eu de maladies opportunistes. Pour d'autres, l'annonce de la contamination était le prélude aux maladies qui se succédaient et à une mort rapide.

La plupart d'entre nous étions jeunes, en pleine forme, assoiffés de vie, et pourtant, nous assistions impuissants à la disparition de nos proches, de nos amis de nos amants. Nous nous interrogeons : « Pourquoi suis-je encore en vie ? » Cette confrontation à la mort, inhabituelle pour des jeunes, nous avons dû nous y habituer et nous avons aussi dû écouter ceux et celles qui voulaient mettre un terme à leur souffrance et à leur déchirance. Choisir sa mort ? Une phrase redoutable quand on pense à l'envie de vivre qui habitait tous ces malades. Cette

question apparaissait quand le corps lâchait et qu'il n'y avait plus d'espoir. Pour beaucoup, prolonger une agonie n'était pas envisageable. Après nous être tant battu pour vivre, le dernier acte de bravoure, pour nier la mort était de la provoquer ! L'étrangeté de cette maladie, l'impuissance du monde médical ont permis, parfois, d'ouvrir des espaces, de trouver des oreilles attentives pour discuter de cette mort anticipée. Pour mon mari, le choix de sa mort était très important. Sa descente aux enfers fut rapide. En quelques mois, son corps s'est affaibli. Après de nombreux allers et retours entre la maison et l'hôpital, dans le secret de sa chambre, il avait décidé de ne pas aller plus loin et de faire appel à un ami pour l'aider à mourir. Tout fut minutieusement organisé, le jour, l'heure et la visite de l'ami fidèle prêt à tenir sa parole pour lui faire la piqûre fatale. La veille de la date fatidique, une éclaircie se produisit : la nuit fut douce et le lendemain matin plus léger que d'habitude. Gilles, mon mari, appela son ami pour recommander la visite libératrice. Ainsi, il continua de vivre, mais en choisissant à tout moment s'il voulait ou pas continuer. A cette époque, il n'y avait pas de loi spécifique sur l'ac-

compagnement à mourir. Je me suis souvent demandé comment les choses se seraient passées dans le cadre de la loi Leonetti ? Et je me demande comment le législateur rédigerait la loi actuelle pour prendre en compte ces demandes de mort assistée, qui, à l'époque, étaient accordées par simple humanité. Un ami proche m'a demandé un jour de venir pour aider son amant à mourir. Nous étions seuls. J'ai encore en moi le souvenir de ces moments dramatiques dans la solitude de ce que nous vivions. J'ai le souvenir d'une amie proche qui s'était résignée à aller finir sa vie dans un centre de soins palliatifs et qui quelques jours plus tard s'était décidée à ressortir en décidant simplement que l'heure n'était pas venue ! Elle est morte des semaines plus tard. Ce qui m'interroge, c'est que le monde médical était globalement à l'écoute du désarroi des malades, et je n'ai jamais entendu de réflexions de type éthique pour ne pas aider quelqu'un à mourir. A l'époque ou d'un nouveau projet de loi pour la fin de vie est en discussion, je suis désorienté par le silence : où sont les associations de lutte contre le sida ? Où sont les témoins de cette époque qui pourraient dire, comme moi, que la fin de vie doit être accompagnée dans le respect de la demande des malades ? Ce silence est pesant. Que proposeriez-vous aujourd'hui à tous ces malades dont le pronostic vital est engagé, mais sans terme précis, qui vivent une dégradation progressive de leur état et se voient réduits à des corps décharnés et vidés de toute force ? J'espère que la future loi prendra en compte ces situations, et que l'on saura demain répondre avec chaleur et humanité au choix de ceux qui ne peuvent plus vivre. ➤

Par **FRANCIS CARRIER**



Président de Grey Pledge, et l'un des fondateurs du Collectif national autoproclamé de la vieillesse (Cnav)

IDÉES/



MÉDIATIKES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

La preuve par les mains rouges

Après la découverte de mains rouges peintes sur le mur des Justes à Paris le 14 mai, les interprétations sur les radios et télévisions se sont multipliées pour dénoncer un acte antisémite. Un seul dans le lot s'en est bien sorti... avec mesure et prudence.

Il existe, dans la confusion médiatique française de ce premier quart du XXI^e siècle, un héros méconnu. Ce héros se nomme François Saltiel, et il a accompli un exploit inimaginable. Au matin du 14 mai, alors que toutes les tranches matinales de radio et de télévision étaient saisies d'horreur en découvrant des mains rouges peintes au pochoir sur le mur des Justes, à Paris, y voyant unanimement une nouvelle agression antisémite, ledit François Saltiel, dans sa chronique quotidienne sur les nouvelles technologies de la matinale de France Culture, a... appelé à la prudence (1).

La « guerre hybride »

« Ces mains rouges ne sont pas un symbole clair, et suscitent confusion et multiples interprétations, a-t-il rappelé. Avant de s'écar-

Après quelques jours, même conclusion d'enquête pointant vers Moscou, à la seule différence que les exécutants d'octobre, eux, n'étaient pas bulgares, mais moldaves.

per, assumons de dire que nous ne savons pas qui sont les commanditaires, et quel est leur objectif final. Gardons la tête froide. » Et de rappeler également que Viginum (service rattaché au Premier ministre, et chargé de la protection contre les ingérences numériques étrangères, ndr) explorait effectivement, dès ce moment, la piste d'une manœuvre étrangère. A l'aide de son téléphone, le chroniqueur avait passé un coup de fil à ce service. Les traces de l'exploit sont encore visibles sur le site de France Culture, sous le titre « Halte à l'emballement ». Cet exploit est d'autant plus remarquable que l'animateur de la tranche matinale lui-même, Guillaume Erner, venait de livrer une chronique diamétralement opposée, concluant précocement à la culpabilité de quelques antisémites pro-palestiniens français. On sait ce qu'il en advint : ces mains rouges, selon le *Canard enchaîné* une semaine plus tard, citant les services français, auraient été effectuées par un duo de touristes-graffeurs bulgares, potentiellement commandités par la Russie. Tout l'épisode serait donc à ranger dans le grand tiroir de la « guerre hybride » livrée par la Russie à la France. Guillaume Erner n'était pas le seul. Dès la découverte des fameuses mains rouges, l'effroi politique et médiatique s'exprimait sur toutes les radios et télévisions. « *Odieux antisémitisme* » (Emmanuel Macron), « *Antisémitisme décomplexé* » (Jordan Bardella). Les coupables ? Evident, voyons ! « *Une minorité agissante, très largement avec la complicité des insoumis* » (Gilles-William Goldnadel, avocat, chroniqueur de CNews).

Non seulement les coupables étaient désignés avant toute enquête, mais les conclusions en étaient promptement tirées : les

« mains rouges », ce signe confus arboré quelques semaines plus tôt par des étudiants pro-palestiniens de Sciences-Po, et dont nul ne pouvait trancher s'il glorifiait l'assassinat de deux réservistes israéliens à Ramallah en 2000 ou protestait plus largement contre toutes les violences, se trouvait par là même extirpé de son ambiguïté. Ils étaient enfin faits aux pattes (si on ose dire), les hypocrites aux mains rouges ! « *Ces mains rouges, ce n'est pas un symbole innocent. C'est effectivement de l'apologie d'un massacre de juifs* » (Jonathan Arfi, président du Crif). « *On ne pourra plus dire que ceux qui attisent la haine ne connaissent pas la symbolique de ces mains rouges* » (collectif Nous vivrons), « *Il y a eu depuis plusieurs semaines des discussions, c'est ceci, c'est pas cela. C'est une référence aux mains rouges du sang de deux juifs massacrés à Ramallah. Certains avaient prétendu à Sciences-Po que ça n'avait rien à voir. Désormais on ne peut plus dire on ne sait pas. Cette profanation règle au moins la question* » (Apolline de Malherbe, RMC). « *Encore des mains rouges* » (Jean Garrigues, historien, magazine *Franc Tireur*). Dans cette ambiance, la chronique de François Saltiel n'eut, bien entendu, aucun écho.

Etoiles contre mains

« *Fastoche* ! » auront beau jeu de s'exclamer ceux qui souhaiteraient minorer l'exploit de François Saltiel, en rappelant le précédent des « étoiles de David bleues », en octobre. Etoiles bleues contre mains rouges : même attentat nocturne à Paris, mêmes symboles polysémiques peints au pochoir, et découverts au petit matin. Même effroi indigné. Et après quelques jours, même conclusion d'enquête pointant vers Moscou, à la seule différence que les exécutants d'octobre, eux, n'étaient pas bulgares, mais moldaves. Oui : appeler ce 14 mai au matin à la prudence, simplement à la prudence, pour tout journaliste normalement constitué, pour tout responsable politique, tout présentateur, doté d'un discernement moyen, était facile. Dans quel chaudron bouillonnait, pour qu'un seul journaliste de l'audiovisuel ait tenté et réussi l'exploit ?

(1) Dans *Libération* du 15 mai, Jonathan Bouchet-Petersen avait lui aussi appelé à la prudence : « *Mains rouges* » sur le mur des Justes : un acte choquant à dénoncer mais pas à instrumentaliser.

SIGNÉ BOUO



CANNES/

La grande amphète du cinéma

Au terme d'une 77^e édition jouant à fond de tous les contrastes au risque de la cacophonie, le jury du Festival de Cannes présidé par Greta Gerwig aura finalement consacré les films les plus emballants de la sélection, en remettant notamment la palme d'or à Sean Baker pour son séduisant «Anora».

Par
**ÈVE BEAUVALLET,
LUC CHELSEL, ÉLISABETH
FRANCK-DUMAS, OLIVIER
LAMM, SANDRA ONANA
et DIDIER PÉRON**
Photo **LAURA STEVENS.**
MODDS

Deux heures vingt-huit survoltées sur une jeune strip-teaseuse et escort emportée dans le tourbillon d'une vie de milliardaire pendant quelques jours, champagne, défoncé, viree à Vegas dans les bras d'un fils pourni gâté d'oligarques russes, jusqu'à... la descente, avec reprise en main par le tourneur du freluquet pour une délirante vire de bras cassés ? On s'était dit qu'il n'oserait pas, mais si. La palme d'or à *Anora* de Sean Baker, qu'il a dédiée sur la scène du Palais des festivals à tous les travailleurs et travailleuses du sexe (TDS) d'hier, d'aujourd'hui et de demain, est un geste gonflé et réjouissant, celui d'un jury se laissant emporter par les sirènes de toute sa séduction si américaine plutôt que d'y résister au nom de l'esprit de sérieux, qui a plombé plus d'un palmarès sadique. Et même si on avait révélé de l'or pour Payal Kapadia et son sublime *Al We Imagine as Light*, on n'en veut pas à Greta et son orchestre de ne pas avoir boudé leur plaisir. Le choc d'*Anora*, outre la maestria de son style, qu'on pourrait qualifier d'artisanal sous speed, empruntant au meilleur des frères Coen ou des bad trips à la Safdie brothers, consiste surtout à permet-

tre à l'incroyable actrice principale, Mikey Madison, de transmuter une base de comédie noire en un fascinant tour de force, tant elle pousse chaque moment au-delà du plein régime, mais sans jamais oublier d'en moduler toutes les nuances. C'est sans doute cette pleine incarnation qui permet à Sean Baker de passer un cap dans son cinéma, après le culte *Tangerine* (tourné sur un iPhone psyché) et ses premières poussées en toc vers le mainstream post-indé, sophistiquées mais un peu vides, *The Florida Project* ou *Red Rocket*. Baker, 53 ans et l'air d'en avoir 32, a tenu en recevant son prix – carrement des mains du vétéran du Nouvel Hollywood George Lucas –, outre son hommage aux TDS, à faire l'éloge du cinéma en salle, contre la tendance, appuyée par les géants du numérique, à la consommation domestique. On avoue qu'*Anora*, et ses incessantes montées de séve, est le parfait exemple d'un kif à se faire en groupe dans une salle bourrée à craquer. A la deuxième place du podium, *Al We Imagine as Light* est sacré grand prix mais reste notre grand préf. Que parmi le kaléidoscope de pulsations stroboscopiques dispensées par l'essentielle de la compète le jury ait su voir la lumière diffuse du deuxième long métrage de la cinéaste indienne de 38 ans Payal Kapadia, récompensée à Cannes en 2021 pour son emballant doc *Toute une nuit sans savoir*, témoigne de la puissance de cette première œuvre de fiction. Prélèves à même le biotope foisonnant de Mumbai, les

destins entremêlés de trois femmes aux existences contraintes par des forces économiques et sociales s'incarnent dans des images éblouissantes gorgées du bleu nocturne de la ville et nourries de la matière prosaïque du quotidien. Procédant par accretion successive de détails sensibles venant insuffler la vie à ses personnages, le film témoigne à leur égard d'une douceur infinie, détaillant trajets en métro, promenade amoureuse dans les rues ou arrivée inopinée d'un rice-cooker pour faire mesurer la profondeur souterraine de leurs désirs et le faisceau de forces les empêchant d'y accéder. Le film résonne de mélancolie, mais aussi d'un espoir ténu qu'il reste pour elles quelque chose à imaginer, quelque chose de lumineux et généreux entrevu aux ultimes instants et venant soulever en nous une vague de reconnaissance émue. Dans une édition où de nombreux films affichaient bruyamment un message de sororité, la subtile expression de l'empathie circulant entre ces femmes rayonnait d'un éclat sans pareil.

QUELQUES FULGURANCES

Attendu sur les hautes marches du podium, l'Iranien dissident Mohammad Rasoulof (*lire page 24*) a reçu un prix spécial du jury pour les *Graines du figuier sauvage*. En lui remettant ce prix spécial, le jury lui accorde une place honorifique mais sans doute pas le prix qu'il pouvait escompter ou que la presse lui croyait donné de facto : à savoir une

palme d'or permettant de saluer, non seulement le film, qu'il a fini sur le trek de l'exil, mais aussi le trajet d'un cinéaste emprisonné, et finalement réchappé d'une nouvelle sentence de huit ans de prison en fuyant l'endroit où il avait toujours vécu. « Je suis aussi très triste et profondément chagriné par la catastrophe que vit mon peuple au quotidien, pris en otage par le régime islamique et totalitaire », a déclaré Rasoulof après avoir provoqué une standing ovation.

Alors que le Festival semblait commencer en dansant en robe du soir sur des charbons ardents – entre rumeurs d'enquêtes sur des affaires de violences sexistes et sexuelles commises par des noms célèbres du cinéma français (Mediapart ayant depuis démenti l'existence d'une quelconque « liste ») et menaces de grève des travailleurs précaires des différents sections (que Payal Kapadia fut seule à saluer, brandissant le badge du collectif Sous les écrans la déche), sans oublier, dans un monde en guerre, la division actuelle sur la question palestinienne –, la promesse du délégué général, Thierry Frémaux, d'un Cannes « sans polémique » ressemblait à un vœu pieux. Il semble s'être réalisé, ou plutôt, déplacé : le feu de l'actualité, à côté duquel travellings et nœuds pap s'annonçaient dérisoires, aura laissé une fois encore la place à la « bulle cannoise » de se déployer.

À l'intérieur de celle-ci en revanche, ce fut la baston – d'un coup, tout le monde s'était remis à parler ●●●

Le cinéaste américain Sean Baker,



à Cannes après avoir reçu sa palme d'or pour *Anora* samedi soir.

LE PALMARÈS DU 77^e FESTIVAL DE CANNES

Palme d'or *Anora* de Sean Baker

Grand Prix *All We Imagine as Light* de Payal Kapadia

Prix du jury *Emilia Perez* de Jacques Audiard

Prix de la mise en scène *Grand Tour* de Miguel Gomes

Prix spécial du jury *Les Graines du bguier sauvage* de Mohammad Rasoulof

Prix d'interprétation féminine Collectif pour Karla Sofia Gascón, Zoe Saldana, Selena Gomez et Adriana Paz dans *Emilia Perez* de Jacques Audiard

Prix d'interprétation masculine Jesse Plemons pour *Kinds of Kindness* de Yorgos Lanthimos

Prix du scénario *The Substance* de Coralie Fargeat

Caméra d'or Armand de Halldan Ullmann Tondel

Mention spéciale de la Caméra d'or *Mongrel* de Chiang Wei Liang

Palme d'or du court métrage *The Man Who Could Not Remain Silent* de Nebojsa Slijepčević

Queer palm *Trois Kilomètres jusqu'à la fin du monde* d'Emanuel Parvu

●●● des films comme de questions de vie ou de mort, s'écharpant sans tomber d'accord (la critique internationale est divisée sur juste tout, la team *Libé* a eu son lot de retournements de cerveau et d'infidélités à la politique des auteurs). Un manque d'enthousiasme général plein d'énergie et de fureur, c'est le paradoxe pour résumer : si l'on semble s'accorder à dire que la sélection était faible, champ de ruines où surmagent bien sûr quelques fulgurances mais dont les titres divergent pour chacun (pour nous, comme pour le jury, les films de Payal Kapadia et Sean Baker), cela ne l'a pas empêché de déchaîner, comme elle l'espère toujours et continue malgré tout d'y parvenir, les passions.

EPOPEE TRANSGENRE

Impair incompréhensible que de noyer la performance de l'actrice espagnole Karla Sofia Gascón dans l'*Emilia Perez* de Jacques Audiard pour un prix collectif à tout le casting féminin du film, elle-même avec Selena Gomez, Zoe Saldana et Adriana Paz. L'actrice trans était la seule à être restée à Cannes, et a été la seule à monter sur scène pour le recevoir. Elle l'a dédié aux actrices et acteurs qui galèrent, et à toutes les personnes trans, qui «*ont tant souffert*». Prédit aussi l'avalanche de haine que ne manquera pas de susciter ce prix d'interprétation féminine, et le contrecoup réactionnaire qui met en péril la communauté trans, tout particuliè-

rement ces dernières années. Le créateur de la Queer Palm, Franck Finance-Madureira, s'est réjoui de ce coup de projecteur : «*Ce prix d'ensemble qui récompense avant tout l'actrice transgenre Karla Sofia Gascón qui incarne le rôle-titre est une première dans l'histoire du Festival et c'est, j'espère, un signal pour celles et ceux qui œuvrent à la représentation de personnes et des histoires trans.*»

C'est surtout un doublé gagnant pour *Emilia Perez* puisque le film phénomène a aussi reçu le prix du jury. Personne n'avait vu venir Jacques Audiard, palme d'or en 2015 pour *Dheepan*, dans le registre de la telenovela mexicaine, encore moins dans celui de la comédie musicale de gangsters, orchestre de mariachi reprenant Brassens et fusils-mitrailleurs au programme. Les baromètres d'inflammation cannoise ont pourtant explosé face à cet invraisemblable projet à 25 millions d'euros, mûri pendant des années par l'auteur d'*Un prophète* (il en signe le scénario solo) et réunissant trois actrices pour narrer, chanter, danser l'épopée transgenre en espagnol d'un narcotrafiquant qui trouve la rédemption via sa transition. Acquis au prix fort par Netflix pour être distribué aux États-Unis et ostensiblement taillé pour être adapté à Broadway, *Emilia Perez* a signalé l'ambition mouvante d'un cinéaste auquel on trouva surtout des airs empruntés dans cette tentative de récit déconstruit format poids lourds, une forme d'arbitraire bagarreur dans le geste d'appropriation tous azimuts. Il est frappant de voir à quel point c'est bel et bien le régime de représentation de genre qui a travaillé cette sélection, entre place des femmes, des trans, des minorités LGBT+ (*Trois Kilomètres jusqu'à la fin du monde* d'Emanuel Parvu) plutôt que les situations politiques, sociales des pays d'origine des films. L'édition 2024 se sera singularisée par l'amplitude toujours grandissante des écarts de style, de genre, de moyens dont la compétition témoigne en rapprochant le premier film français sans acteurs connus tel que *Diamant brut* d'Agathe Riedinger et *Megalopolis* de Francis *Suite page 24*

Sean Baker passe un cap dans son cinéma, après le culte «*Tangerine*» (tourné sur un iPhone psyché) et ses premières poussées en toc vers le mainstream post-indé.

Suite de la page 23 Ford Coppola, autoproduction kamikaze d'un géant du Nouvel Hollywood ou les vaticinations à travers une demi-douzaine de pays asiatiques de Miguel Gomes dans *Grand Tour*.

Le prix de la mise en scène est d'ailleurs revenu à l'auteur portugais (*Ce cher mois d'août*, *Tabu*, *les Mille et Une Nuits*) adoré depuis toujours par Libé, quoique un peu moins défendu cette fois-ci, son *Grand Tour* du continent asiatique entre 1918 (pour sa part de fiction) et aujourd'hui (pour sa part de travelling documentaire, entrelacée à la première) nous ayant moins transporté que prévu, malgré son goût certain de l'aventure et de l'expérimentation. Il y a de quoi se réjouir de ce baptême de l'air réussi pour le cinéaste, sélectionné en compétition pour la première fois.

BREF, BRAVO L'AMÉRIQUE ?

L'acteur américain Jesse Plemons, déjà excellent dans *Killers of the Flower Moon* de Scorsese l'an dernier et à peu près tous les films où il s'illustre de sa confondante et fragile humanité, a reçu le prix d'interprétation masculine pour ses rôles dans les trois sketches du tarabiscoté *Kinds of Kindness* de Yorgos Lanthimos, sans grande concurrence par ailleurs. Sans doute l'élément le plus aimable d'un film qui ne l'est vraiment pas du tout.

On aurait pu s'attendre à un prix d'interprétation pour Demi Moore. 61 ans, à peine vue sur un écran avec un rôle d'envergure depuis des lustres, elle porte son barda d'épreuves d'actrice à bout de bras dans *The Substance*, son invisibilisation depuis la fin des années 90 mais aussi le slut-shaming hardcore dont elle a fait l'objet, plus que n'importe quelle actrice américaine à part peut-être Sharon Stone, à l'heure des succès. Elle est effectivement formidable, drôlatique, désarmante dans le film de Coralie Fargeat, force boursoufflée qui doit énormément à son aura et à son engagement hors limite à l'écran, en corps, à poil ou en enstume de vieillarde, et si peu à son scénario. C'est pourtant ce script incohérent à la limite de la supercherie, écrit par la cinéaste elle-même, que le jury a décidé d'honorer pour faire figurer cet *elevated splatter* au palmarès.

Bref, bravo l'Amérique ? Iris Knobloch, nouvelle présidente, qui dirigea en France le groupe WarnerMedia, s'était donné pour mission de faire revenir en force les États-Unis à Cannes. C'était chose faite avec la présence de Francis Ford Coppola, Paul Schrader, mais surtout une délégation américaine ayant essayé un peu partout puisque même les films français (*The Substance*), iraniens (*The Apprentice*) ou grecs (*Kinds of Kindness*) parlaient le langage d'Hollywood. Aucun film américain n'avait été palmé d'or depuis *The Tree of Life* de Terrence Malick en 2011. Une traversée du désert de treize années qu'*Anora* vient interrompre en beauté, en offrant au distributeur américain Neon sa cinquième palme d'or d'affilée. ➤

MOHAMMAD RASOULOF

«C'est difficile à croire, j'ai finalisé mon film pendant ma fuite d'Iran»

Rencontre avec le cinéaste iranien, qui a reçu samedi le prix spécial du jury pour «les Graines du figuier sauvage», très critique envers le régime. Celui qui fait «du cinéma clandestin depuis vingt ans» raconte la genèse et la création contrainte de ce film qui l'a forcé à l'exil et qu'il a dû terminer à distance avant Cannes pendant sa traversée de la frontière.

Le cinéaste iranien Mohammad Rasoulouf a répondu aux questions de *Libération* au lendemain matin de la montée de marches et la projection de gala de son film, *Les Graines du figuier sauvage*, prix spécial du jury. Une attaque frontale contre le régime de son pays à travers la figure d'un juge compromis dans la répression du mouvement «Femmes, Vie, Liberté» et débordé par ses deux filles en révolte contre lui. Privé de son passeport, menacé de prison à nouveau (après y avoir passé plusieurs mois en 2022 et 2023), Rasoulouf, 52 ans, doit désormais s'acclimater à son nouveau destin d'artiste en exil.

Comment un tel film peut-il se faire aujourd'hui en Iran ?

C'était un pari immense, un vrai coup de poker. En Iran, il y a toujours un facteur de chance, la possibilité que ça fonctionne ou pas, que l'on puisse aller au bout du projet ou non. Les sources de surveillance sont nom-

breuses, la police, les services secrets, qui ont différents moyens de vous mettre sous pression. Je fais du cinéma clandestin depuis vingt ans, j'ai appris à les déjouer, et savoir comment détourner leur attention et échapper à leur vigilance. Mais ce tournage a été le plus difficile de ma carrière, je n'avais jamais été à ce point sous pression, dans une telle incertitude de pouvoir aller jusqu'au bout. Je me suis dit qu'il avait 10 % de chance d'être mené à bien. A plusieurs reprises, on a dû tout arrêter en se disant bon, ça ne se fera pas finalement. Avant de reprendre quelques jours ou quelques semaines plus tard. Donc ça a été un processus très complexe. J'ai dû renoncer parfois à ma propre exigence, je n'ai pas toujours fait les choses en fonction de mes désirs de cinéaste, j'ai dû m'adapter aux circonstances. Un des aspects les plus complexes a été de réunir autour de moi l'équipe et les acteurs. Il fallait s'assurer que l'on avait tous un même ob-



Le cinéaste iranien Mohammad Rasoulouf

jectif et que nous serions tous capables de faire ce chemin ensemble.

Quand avez-vous écrit le scénario ? En prison ?

J'ai eu le déclic, la première étincelle, en prison. Mais je n'aurais pas pu l'écrire là-bas, car je n'étais pas suffisamment conscient de ce qui



samedi à Cannes.

«Ça a été un processus très complexe. J'ai dû renoncer parfois à ma propre exigence, je n'ai pas toujours fait les choses en fonction de mes désirs de cinéaste, j'ai dû m'adapter aux circonstances.»

de plomb qui pesait sur elle. On n'en revenait pas, on a tous été pris de court. Et finalement, c'était intéressant, d'avoir eu ce filtre de la prison, car nous y avons d'abord connu le mouvement «Femme, Vie, Liberté» par son impact sur notre environnement immédiat. Je ne parle pas tellement des informations, qui arrivent à entrer. Les premiers messages, ce sont, chaque jour, tous ces gens qui sont arrêtés, qui arrivent et vous racontent ce qui se passe. Je parle de l'impact du mouvement sur les dynamiques à l'intérieur de la prison.

Quel était-il concrètement ?

Je vous donne un exemple : un jour, alors que je traversais un couloir, un gardien m'a pris à part et m'a emmené loin des caméras de surveillance, dans un coin. Il m'a dit : «Est-ce que s'il se passe quelque chose, vous témoignerez qu'on ne vous a pas maltraité ? » Et c'est là que j'ai perçu la faille. J'ai compris que maintenant, la peur avait changé de camp et qu'elle était de leur côté, et que tout pouvait basculer à tout moment. Ce sont eux qui étaient alors dans une position de vulnérabilité, et ce gardien cherchait du soutien. Un autre exemple : la nuit où il y a eu cet incendie dans la prison d'Evin, la police antiémeute est arrivée et a voulu venir vers notre secteur pour nous frapper. Un des gardiens s'est mis devant nous pour nous protéger et leur a dit qu'ils n'avaient pas le droit, que l'on n'avait rien fait. Le lendemain, ce gardien a été limogé. Donc on commençait à voir ce hiatus à l'intérieur même du système.

C'est un peu le sujet du film : le juge a peur tout le temps en réalité, et sa femme lui demande ce qui leur arrivera si le régime s'effondrait.

La phrase de la femme est directement inspirée par ce gardien de prison. On peut presque dire que mon film est un documentaire, d'abord parce qu'il est nourri de toutes ces images trouvées sur les réseaux, et des sons, des slogans de la révolte, mais aussi parce que, pour l'écrire, je me suis appuyé sur beaucoup de scènes que j'ai observées et retranscrites.

Le personnage de la mère est particulièrement intéressant, dans ce point de bascule. Comment l'avez-vous construit ?

Je me suis entretenu avec des gens qui connaissent ce genre de familles de près. C'était intéressant sur le plan psychique, ce phénomène d'endoctrinement. Comment des personnes décident de se vouer corps et âme à des croyances, à un système qu'on leur impose. Ce que j'ai observé et mis en place dans cette famille, c'est cette chaîne. Il y a une instance supérieure qui impose cet endoctrinement au père, qui le transmet à sa femme.

Ce que j'ai montré dans la scène où ils prient tous les deux ensemble : quoi que fasse l'homme, la femme l'imita, répétant le même geste avec un court décalage. C'était le symbole de cet endoctrinement qu'elle essaie à son tour de le transmettre à ses filles, jusqu'à ce qu'un élément explose et ne casse la chaîne.

Des mois de prison, et à la sortie, vous faites ce film, critique virulente du régime en place. Est-ce que vous le faites en calculant les risques encourus ?

La création artistique est mon droit, si on me la retire, je ne vois pas vraiment de raison de vivre et je n'accepte pas qu'on me retire la moindre liberté dans ce domaine. Il doit y avoir en moi une colère très puissante contre ce régime qui fait que je me retourne toujours contre lui et que je suis toujours en position de le contester. J'aurai aimé bien sûr faire des documentaires sur la nature ou la faune en Iran, c'est un domaine qui m'aurait passionné, mais je ne peux pas me soustraire à ce soleil brûlant qui s'impose à nous, je ne peux pas me retirer ou me cacher à l'ombre. Je peux seulement me nourrir de ce que j'observe et créer à partir de ce que déclenchent en moi l'environnement et les événements en cours. Ce n'est donc pas une question de goût, d'inclination personnelle pour ces sujets politiques ou sociaux, c'est une question de conscience morale. La liberté, selon moi, est au-dessus de tout, j'en accepte le risque et d'en payer le prix.

A quel moment vous rendez-vous compte que vous n'avez plus d'autres choix que de fuir le pays ? Comme si un espace de négociation pour continuer sur place avait disparu...

On ne peut pas vraiment parler de «négociations», ça tenait plutôt de l'incohérence ou de l'hétérogénéité du secteur de la culture dans mon pays. Il y avait des individus qui laissaient la possibilité à des artistes de faire leur travail et il arrivait aussi que la censure ne s'exerce pas au moment du scénario et du tournage mais une fois le film fait. Ce système permettait de trouver des petites brèches pour continuer mais avec l'arrivée du gouvernement Rafssi, la répression a été de plus en plus massive et systématique avec une idéologie directe, explicite. Le ministre de la Culture islamique, le discours que fait le personnage du juge à table à sa famille, je ne l'ai pas inventés, c'est vraiment leur manière quotidienne de parler. Ils sont convaincus que des forces étrangères payent des cinéastes tel que moi pour faire des films contre le régime. D'ailleurs il nous appelle des «cinéastes sécuritaires» c'est-à-dire présentant un risque pour la sécurité nationale. Jafar Panahi, moi et d'autres cinéastes indépendants sommes devenus leurs cibles obsessionnelles.

Fuir à pied, par les montagnes hors d'Iran, et être ici à Cannes, comment vivez-vous ce contraste ?

Je ne réalise pas encore tout à fait, ça a été si vite et si intense que je ne peux pas vous dire ce que je ressens. C'est difficile à croire mais j'ai finalisé le montage de ce film pendant ma traversée de la frontière, on m'envoyait des images et je pouvais regarder l'avancée du travail sur mon ordinateur. On échangeait avec ma traductrice pour travailler les sous-titres. Il y a dix jours, le contact était rompu car je ne devais plus avoir d'appareils électroniques allumés. Mais je travaillais. Ce fut une expérience unique et il me faut digérer d'avoir pour la première fois de ma vie quitté l'Iran, le pays où pendant toutes ces années je me suis senti chez moi, sans billet retour. Je suis parti pour raconter toutes les histoires que je porte encore, tous ces récits qui m'habitent et j'ai l'espoir que la situation change en Iran. Cet espoir est peut-être puéril mais ce n'est pas grave, car je peux vivre comme tous ces exilés iraniens partis depuis longtemps, et qui ne peuvent imaginer d'y revenir qu'à la condition qu'il soit enfin possible d'y vivre dignement.

Recueilli par

ÉLISABETH FRANCK-DUMAS
et DIDIER PÉRON

Photo LAURA STEVENS. MODDS

se passait à l'extérieur. Je n'y ai passé que sept mois, mais en sortant, j'ai eu l'impression d'émerger d'une grotte. La société qui m'environnait était complètement transformée, il a fallu que je la découvre, que je rencontre cette génération Z qui avait manifesté, que je regarde les vidéos, que je lise. Ce n'était

pas du tout dans l'idée de faire un film, mais simplement pour comprendre ce qui s'était passé dans la société où je vivais. Et c'est de cette connaissance que m'est venue la possibilité d'écrire ce scénario. La société iranienne tout entière a été complètement ébahie de voir la génération Z sortir de la chape

En pente douce

Paolo Cognetti L'écrivain voyageur italien raconte la face cachée du monde montagnard et se fait le porte-voix du mouvement environnementaliste.



D'abord, le pas. Lent, comme compté et dompté, qui vous pousse à ralentir et à attendre. Puis, la parole.

Mesurée et précise, à l'économie, qui vous place aux aguets. Et ce regard d'encre et dense qui sonde, comme deux billes en vigie sous une coiffure touffue et une barbe blonde, blanche, brousse. Paolo Cognetti semble en défense et en prudence. Comme un dur-doux. C'est peut-être l'artiste Nicola Magrin, illustrateur de ses livres et marcheur et lecteur de haute altitude à ses côtés depuis douze ans, qui a le mieux saisi son ami écrivain randonneur : « Paolo n'est pas un ermite sur sa montagne. S'il apparaît comme très fermé, c'est à cause de sa grande timidité. »

Depuis les *Huit Montagnes* paru en 2016, le « grand timide » est pourtant devenu, à son corps défendant, un personnage public que l'on arrête dans la rue en Italie, que l'on consulte sur la crise climatique et environnementale, que l'on lit avec ferveur, que des jeunes prennent pour modèle. Chez Stock, c'est « le choucho » de la Cosmopolite, la collection centenaire de littérature étrangère dirigée par Raphaëlle Liebaert. L'éditrice décrit un « homme de peu de mots, fidèle et très entier ».

Les *Huit Montagnes*, qui foule avec force les chemins de l'amitié et de l'enfance, de la transmission et de l'hommage pudique au père défricheur et initiateur dans le val d'Aoste, s'est vendu

à 2 millions d'exemplaires dans 40 pays. Primé en France et en Italie, il a donné naissance à un film – poussif – qui a reçu le prix du jury à Cannes en 2022. « Qu'un travail solitaire devienne une telle expérience collective est un grand cadeau », dit Cognetti sans orgueil, ni fausse modestie.

Il n'est pas écrit que le nouveau roman, *En bas dans la vallée*, emprunte le même sentier. Plus surprenant, fort et subtil que le précédent récit, *la Felicità du loup* explore le versant sombre et sauvage, presque à la façon d'un polar, de la montagne, autour de l'histoire de deux frères que tout a fini par oppo-

ser. « J'ai vu tant d'épisodes de violences et de destructions, souvent à base d'alcool, que je devais le raconter. » Avec le *Nebraska* de Springsteen en bande sonore, Cognetti

va à rebours des textes précédents, dont certains faisaient parfois la part trop belle à la béatitude zen et au minéral des sommets purs, aux grands espaces alpins et aux beaux idéaux. « Il a été attaqué en Italie », reprend Nicola Magrin. Il l'a vécu douloureusement, mais il a été courageux d'écrire sur cette réalité, tout en gardant cet amour pour cette montagne où nous nous retrouvons. »

Paolo Cognetti met ainsi fin à un cycle. L'étiquette d'écrivain de montagne ne lui a jamais plu. Il ne quittera pas sa *baïta*, ce chalet refuge d'alpage, qu'il a achetée à Estoul. Ce hameau

compte une dizaine de maisons aux toits de pierre, aux sapins et mélèzes dressés à 1700 mètres dans le val d'Ayas, près du val d'Aoste. Mais il y passera moins de temps. Les moments de solitude lui pesaient trop. Il a désormais envie d'échanges, de villes, d'idées. Il partage sa vie avec Federica, qui travaille pour une multinationale de logiciels – et Laki, son chien de 11 ans –, entre Milan, Estoul et les chemins de montagne qui le mènent parfois à plus de 5500 mètres d'altitude dans l'Himalaya, avec l'ami Nicola. Il y a du contemplatif et du minimaliste chez cet amoureux de l'Asie, qui avoue une « grande fascination pour le bouddhisme ».

« Les enfants ne sont jamais arrivés », concède-t-il, un peu par peur de les projeter dans un « monde argoissant ». Il en croise souvent pourtant quand il se rend dans les écoles et les lycées pour parler littérature ou réchauffement climatique. « En montagne, c'est comme le front de la guerre. La crise climatique, ce n'est pas le futur, mais bien le présent. La source de ma baïta s'est asséchée. Désormais, les hivers sont souvent sans neige, les saisons désorganisées. »

Le timide a fendu la carapace et s'est improvisé « porte-voix » du mouvement environnementaliste. « Je me suis senti appelé par ces jeunes. J'y vais pour les soutenir », glisse-t-il. Paolo Cognetti se désole de voir des militants d'Ultima Generazione

incarcérés pour avoir jeté de la peinture ou bloqué le trafic routier. « La réaction est démesurée », juge celui qui se revendique de la génération Gènes 2001, quand la police italienne avait réprimé la mobilisation contre la tenue du G8 dans la capitale de la Ligurie. Un militant avait été tué. Aujourd'hui, l'ancien anarchiste a repris le chemin des urnes par « sens du devoir » et pour quitter la « masse silencieuse ». Il vote « en défense pour limiter le pouvoir de toute la droite ». Le plus souvent pour le « Parti démocratique d'Elly Schleim, une femme plus jeune que [lui] ».

Il n'a que 17 ans quand il décide de devenir écrivain. Il dévore déjà les livres – les nouvellistes Raymond Carver, son maître, Alice Munro, Hemingway –, à l'instigation de sa sœur, de quatre ans son aînée, aujourd'hui « femme forte et brillante architecte », dit le cadet respectueux. Elle lui fait découvrir Springsteen, devenu désormais un compagnon de route musical avec Brassens, Cat Stevens et Leonard Cohen, lors des escapades en Alaska, au Canada ou sur les pentes de l'Himalaya. Et l'encourage à écrire.

L'enfance s'organise entre Milan toute l'année scolaire et la montagne tout l'été. Les parents ont quitté la campagne vénétienne pour gagner plus dans la capitale lombarde. Employé dans l'industrie électronique, le père est taiseux, sévère et immergé dans le travail, parfois absent des semaines entières. « Je le retrouvais l'été, plus affectueux, plus calme, heureux quand on allait marcher tous les deux sur les sommets. » Infirmière, la mère est « douce, accueillante et dévouée aux enfants ». Le père pousse son fils à étudier les mathématiques, Paolo s'inscrit aussi à l'école de cinéma Luchino-Visconti, à Milan. Une fois diplômé, il oublie les maths et part tourner des documentaires.

En 2004, il pose ses valises à New York et tombe « amoureux de la capitale des écrivains ». Il filme les quadras de la littérature américaine. Comprend qu'il faut travailler dur et avec une discipline de fer. Alors, il se lève tôt le matin. Écrit tous les jours. Publie son premier livre. Et en solitaire infatigable, il arpente les rues de la Grosse Pomme. « Entre 25 et 30 ans, j'ai vécu une période enthouiasmante de découvertes. »

La dépression guette pourtant chez ce trentenaire tracassé. « Relation sentimentale, travail, écriture, crise économique, tant de choses sont entrées en crise en 2007-2008. » Un film va le secourir : *Into the Wild*, l'histoire d'un brillant étudiant américain qui abandonne tout pour retourner à la vie sauvage. Et disparaître. « Je me reconnaissais tellement en lui. » Paolo Cognetti quitte New York et débarque à Estoul. Il s'installe dans une *baïta*, vit de petits boulots et se contente de peu. C'est le début d'un nouveau cycle d'apprentissages de la nature, des arbres, des travaux manuels. Il mènera au succès des *Huit Montagnes* qui lui permet de vivre de sa plume. Une « grande conquête » qui autorise à nouveau un départ vers la ville. Sans oublier le monde sauvage. ♦

Par **ARNAUD VAULERIN**
Photo **MATHIAS BENGUIGU**

EN SOIRÉE La vague orageuse s'accroche sur les Alpes puis s'évacue. Des averses orageuses persistent aussi sur le tiers nord-est. Le temps est plus calme ailleurs.

EN SOIRÉE Le temps reste instable et humide au nord de la Loire mais plus sec et doux au sud-ouest.



DIFFICULT

BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Indicateur d'eutrophisation:
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

STELLANTIS

ÊTRE MOTEUR D'UN MONDE EN MOUVEMENT, C'EST :

Développer des compétences d'avenir

- Plus de **90%** de nos **251 000** collaborateurs formés dans le monde pour accompagner la transformation de l'entreprise
- **144 millions** d'euros investis en formation en 2023, notamment en matière de nouvelles technologies digitales
- Plus de **60 000** collaborateurs formés aux technologies de la mobilité électrique

Créer des opportunités uniques pour nos collaborateurs

- **160** nationalités dans **37** pays et **16** marques emblématiques commercialisées sur **130** marchés
- **30%** des postes à responsabilité occupés par des femmes
- Un mode de travail flexible à distance et sur site pour **100%** des salariés éligibles
- **6 milliards** d'euros de participation aux bénéfices de l'entreprise redistribués aux collaborateurs en 3 ans et un plan d'actionnariat salariés à des conditions privilégiées

Atteindre le **Net Zéro Carbone**⁽¹⁾ d'ici 2038

- **48** modèles 100 % électriques d'ici la fin 2024, **30** déjà lancés et une croissance des ventes en 100 % électrique de **21%** en 2023
- Réduction de **7,3 %** des émissions de CO₂ eq. en intensité carbone⁽²⁾ traduisant un gain moyen de **5,9** tonnes de CO₂ par véhicule vendu en 2023 (versus 2021) sur l'ensemble de la durée de vie du produit, soit **12,6 %** de réduction des émissions de CO₂ eq.⁽³⁾ en valeur absolue (versus 2021)
- **3** «grEEn campus» en développement en France, en Italie et en Allemagne pour accueillir nos centres d'expertise et de Recherche & Développement

Ensemble, traçons la route



WWW.STELLANTIS.COM

⁽¹⁾ avec un pourcentage de compensation des émissions résiduelles à un seul chiffre, conformément à l'objectif défini dans le plan stratégique Dare Forward 2030 disponible à l'adresse suivante : <https://www.stellantis.com/en/company/dare-forward-2030> ⁽²⁾ scopes 1, 2 et 3, gain en tCO₂ eq./veh = tonnes d'émissions CO₂ équivalent par véhicule vendu calculé sur l'ensemble du cycle de vie du produit. Détails disponibles sur le lien suivant : <https://www.stellantis.com/fr/responsabilite/publications-rse> ⁽³⁾ scopes 1, 2 et 3, gain en valeur absolue en millions de tonnes d'émissions CO₂ équivalent. Détails disponibles sur le lien suivant : <https://www.stellantis.com/fr/responsabilite/publications-rse>